

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 69 (10 F)

20 SEPTEMBRE 1997

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lenine)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVENEMENT-KOUCHNER-VOYNET, GOUVERNEMENT À LA SOLDE DU CAPITAL - À BAS CHIRAC

- A BAS LA VEME REPUBLIQUE
POUR LA RUPTURE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES
(partis et syndicats) AVEC LA BOURGEOISIE:
POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE MEMBRE DES
PARTIS BOURGEOIS

Au soir du 1er juin, Chirac est totalement battu, son opération de dissolution -plébiscite a échoué. Les scores des partis historiques de la Vème République, le RPR et l'UDF se sont effondrés. Une partie de leur électorat a voté Front National. En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, pour battre Chirac, en finir avec sa politique anti-ouvrière, le prolétariat et la jeunesse ont voté une nouvelle fois pour les candidats du PS et du PCF en dépit du fait qu'une partie d'entre eux mesure la trahison des intérêts ouvriers de ces partis, en dépit de leur programme de défense du système capitaliste.

Encore une fois, les résultats de ces élections expriment la division de la société en deux classes fondamentales aux intérêts antagoniques : la bourgeoisie et le prolétariat. Ainsi en votant PS et PCF, les travailleurs et la jeunesse signifient qu'il veulent que soit mis fin à la politique anti-ouvrière du gouvernement Chirac-Juppé, qu'ils veulent l'abrogation de

toutes les mesures réactionnaires prises par le RPR et l'UDF, que Chirac soit chassé.

A l'inverse de ce qu'expriment ces résultats, le PS et le PCF ont constitué un gouvernement d'alliance avec les représentants des partis bourgeois, un gouvernement de défense du capital, respectueux de Chirac et des institutions de la Vème République. La défense des intérêts ouvriers implique que les dirigeants syndicaux rompent avec la bourgeoisie, avec ce gouvernement. Imposer la rupture des organisations ouvrières (partis et syndicats), la rupture avec Chirac et la Vème République est une nécessité absolue. Le PS et le PCF ont une majorité de députés à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, ouvrir une issue politique, c'est, compte tenu des conditions actuelles, combattre pour un gouvernement du Front unique, un gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant de partis bourgeois.

CENT JOURS D'UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU CAPITAL

La politique développée par le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet correspond aux orientations annoncées par le PS et le PCF dans la campagne électorale. Elle se situe en défense du mode de production capitaliste et des intérêts de l'impérialisme français en crise : le gouvernement formé par Jospin, appuyé sur la coalition PS-PCF-MDC-PRS-Verts (coalition de type Front populaire) se soumet à Chirac, c'est un gouvernement bourgeois. Dès le mois de juin, après avoir accepté d'être désigné par Chirac, L.Jospin l'a clairement exprimé : en aucun cas, il ne veut mettre en cause Chirac et la "cohabitation". Au nom du "principe de réalité" défini par le CNPF, il a donc signé l'accord d'Amsterdam entérinant le "pacte de stabilité" auquel J.Chirac avait dû se soumettre à Dublin.

En opposition au vote de classe qui s'est exprimé le 25 mai et le ler juin, lors de sa déclaration de politique générale du

19 juin, L.Jospin a proposé un "pacte Républicain", "un pacte de développement et de stabilité".

S'adressant aux députés PS, PCF mais aussi UDF, RPR, FN, il lançait en quelque sorte un appel à "l'Union sacrée". Fondé sur "le retour aux sources de notre République", ce pacte d'union nationale proposé à tous les députés, à tous les partis doit à l'évidence assurer la défense de la Vème République, la défense de l'ordre bourgeois face au danger que représente une irruption possible des masses. Et c'est un moyen de restabiliser Chirac alors qu'il était totalement dévalorisé. Quant au contenu du "pacte de développement et de solidarité" il est clair : donner au gouvernement les moyens de réaliser "les réformes dont notre pays a besoin". Mais de quelles réformes s'agit-il ? Celles dont "le pays" a besoin ne peuvent être que celles réclamées par la classe dominante (la bourgeoisie). Au cours de la campagne électorale, le CNPF en a rappelé l'axe : accroître la rentabilité de entreprises en faisant baisser la valeur de la force de travail.

La première application de ce "pacte" fut la décsion du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet au sujet de Renault. Appuyé par les appareils syndicaux, en particulier celui de la CGT, qui depuis l'annonce en mars de 5864 licenciements à Renault proposait des "solutions alternatives" et multipliait les journées d'action, le gouvernement a donné son feu vert à la direction de Renault : les licenciements ont été maintenus, l'usine de Vilvorde fermée.

De même la décision du gouvernement de mettre sous condition de ressources la perception des Allocations familiales a reçu l'appui (ouvert ou tacite) des dirigeants syndicaux. Or, le salaire différé qui finance les Allocations familiales appartient aux seuls salariés. Qualifier de "privilégiés" une partie des salariés, c'est reprendre les thèses de la bourgeoisie et du catholicisme social. Au nom du "partage" le gouvernement franchit un pas supplémentaire dans la liquidation du salaire différé et crée un précédent : la menace d'étendre aux autres branches de la Sécurité Sociale le même principe.

Le gouvernement a décidé de revaloriser de 4% le SMIC au ler juillet; mais il a maintenu la décision du gouvernement Chirac-Juppé d'exonérer le patronat des "charges sociales" sur les bas salaires. Ainsi cette revalorisation se traduit par une nouvelle baisse de la valeur de la force de travail. Une nouvelle masse de salaire différé est transformée en plus-value au profit du patronat.

En apparence, le "plan de rigueur" présenté par le ministre des finances D. Strauss-Kahn n'est pas une attaque frontale contre la classe ouvrière. Le taux de l'impôt sur les sociétés passe de 36,6% à 41,6%, de son côté, l'État fera 6 milliards d'économies et ponctionnera notamment sur la Caisse des Dépôts et Consignations. Si les déficits de l'année 1997 sont ramenés à une fourchette de 3,1% à 3,3% maximum, le ministre compte sur les rentrées fiscales supplémentaires liées à la croissance économique pour atteindre la barre des 3% en 1998. Cette présentation est en réalité un trucage permettant de reporter les

échéances à l'automne en masquant les attaques contre la classe ouvrière contenues dans ce plan. En effet, le rapport de l'audit affirme qu'il "est grand temps d'entreprendre" la réforme de l'État sur "le modèle américain" et de "mettre en oeuvre des mécanismes de régulation" pour la Sécurité sociale. C'est donc à l'automne, dans le cadre de la préparation et du vote du budget 1998 et de la loi de financement de la Sécurité sociale que devra s'opérer une diminution drastique des dépenses. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la poursuite de l'offensive antiouvrière du gouvernement Chirac-Juppé en utilisant ce que Jospin nomme "ma méthode": l'association des organisations ouvrières en particulier des syndicats à la définition et à la mise en oeuvre de ces plans.

La préparation et la discussion du budget 1998, le projet de loi "emplois-jeunes", la tenue de la Conférence pour l'emploi visant à associer les organisations syndicales à l'extension de la flexibilité du travail sont au coeur du dispositif du gouvernement dirigé par L.Jospin. Le journal patronal La Tribune félicite L.Jospin: "Jusque là tout baigne (...), le premier ministre se tire avec les honneurs de sa période de rodage", mais il laisse poindre son inquiétude: "Une partie difficile s'engage. Les choses sérieuses ne font que commencer..."

De même en Afrique, le gouvernement poursuit la politique de Chirac-Juppé de défense des intérêts de l'impérialisme français dans une situation où ce dernier a enregistré au Zaïre une importante défaite. Après la victoire militaire de Kabila soutenue par l'impérialisme américain et ses représentants locaux, le gouvernement que dirige Jospin tente de préserver les autres positions de l'impérialisme français aujourd'hui menacées : l'armée française et intervenue une nouvelle fois en Centre-Afrique fin juin. La bourgeoisie française doit néanmoins reculer (le gouvernement envisage le retrait de ses troupes pour se disposer sur une position de repli) ; mais elle ne renonce pas et le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet agit en défense de ses intérêts.

UNE "EMBELLIE" ÉC

Les Échos du 27 juillet annoncent "un retour de croissance" en France: le PIB augmenterait de 2,3% en 1997 et de 2,9% en 1998: "un don du ciel" (sic!) cette "bouffée d'oxygène" doit permettre une hausse des rentrées fiscales; il n'y aurait que 10 à 20 milliards à trouver pour respecter strictement la limitation du déficit budgétaire à 3% du PIB définie par Maastricht. Mais l'activité économique française est très soumise à la conjoncture extérieure. Cette embellie dépend essentiellement du niveau relativement élevé du dollar et des bas taux d'intérêts qui soulagent la dette. Elle dépend également ces derniers mois de la remontée relative de la lire et de la livre sterling ainsi que l'amélioration économique des cinq principaux clients de la France en Europe, qui tirent ainsi les exportations françaises.

Ainsi, c'est sous le titre "L'Union européenne dope les exportations françaises" que Les Échos du 29/30 août annoncent l'excédent record de la balance commerciale : 80 milliards de francs sur le premier semestre 1997 contre 30 milliards sur la même durée en 1996. Mais durant cette période, les exportations progressent de 6% alors que la hausse des importations n'est que de 2,5%. L'Union européenne qui absorbe les deuxtiers des exportations françaises apparaît donc

ÉCONOMIQUE?

comme un véritable moteur. C'est pourquoi le ministre D. Strauss-Kahn, à la suite de Chirac, plaide pour une Europe puissante capable de résister à la puissance américaine.

Mais cette embellie est fragile et provisoire. Pour <u>l'Expansion</u>, elle ne "tient qu'à un maigre fil : le dollar fort n'est pas une condition suffisante à la reprise de l'investissement". D'après La Tribune (8 septembre 1997): "L'investissement des entreprises ne s'est accru que de 0,6% au printemps après avoir baissé de 1,3% cet hiver". De plus, à tout moment la situation peut se retourner. La crise monétaire qui s'est développée en Asie du Sud-Est, sa transformation en crise boursière, l'extrême instabilité des rapports entre dollar, deutschemark et yen, la menace qui pèse sur Wall Street sont autant de signaux d'alarme. Un krach monétaire, boursier, bancaire à l'échelle de la planète peut survenir à tout moment, (cf. l'article consacré à ce sujet dans le même numéro de CPS). La bourgeoisie le sait, il n'est donc pas question de renoncer, ni même de reporter l'offensive qui lui est indispensable pour que baisse la valeur de la force de travail. Pour le gouvernement, il n'y a donc pas de "grain à moudre", tout au plus un répit de quelques semaines. C'est pourquoi il met en place tout un dispositif pour abaisser la valeur de la force de travail.

LE CNPF DÉFINIT L'ORIENTATION À SUIVRE

C'est à la demande expresse du CNPF que Chirac a dissout l'Assemblée nationale; Chirac espérait qu'à l'issue des élections, il disposerait d'une majorité à sa botte. Le président bonaparte tentait de surmonter les contradictions internes à la bourgeoisie française tout en infligeant une nouvelle défaite à la classe ouvrière afin de pouvoir engager la nouvelle offensive contre les masses laborieuses exigée par le patronat. Lors de la campagne électorale, Jean Gandois, président du CNPF, a rappelé les exigences du patronat :

- poursuivre la destruction de la Sécurité sociale : "baisse des charges des entreprises de l'ordre de 30 à 40%" (cela signifie compte tenu des exonérations actuelles une rétrocession au patronat de près de 50% du salaire différé sous forme de plusvalue); "relever impérativement l'âge de la retraite"
- réformer l'État : diminuer le nombre de fonctionnaires et rentabiliser leur travail, ce qui signifie détruire leurs acquis dont l'essentiel se concentre dans le statut de la Fonction publique.
- refondre le Code du travail : mettre en cause les conventions collectives nationales, et tous les acquis fondamentaux tels que la loi sur les 40 heures (39 aujourd'hui) et celle sur les congés payés ; développer la flexibilité sous toutes ses formes.

Pour l'instant, la bourgeoisie doit tolérer ce gouvernement; bien qu'elle ait subi une grave défaite électorale, bien que la crise de ses partis (RPR et UDF) se poursuive, elle ne renonce pas pour autant. Elle dispose dans le pays de leviers considérables. Ainsi, le 19 juin, Philippe Seguin prenait acte du discours d'investiture de L. Jospin. Conforté par le fait que le premier ministre réaffirmait se situer en défense du Capital, il répondait : "vous êtes sous haute surveillance".

Durant l'été, la commission sociale du CNPF animée par Guillaume Sarkozy (premier vice-président de l'Union des industries textiles) a précisé les exigences du patronat :

"Si l'État est plus efficace, si les charges sociales qui pénalisent l'emploi sont diminuées, si le coût du SMIC ne pénalise pas les emplois les moins qualifiés, si le dialogue social se substitue à l'interventionnisme de l'État, si l'aménagement du temps de travail est possible dans toutes les entreprises, si l'embauche est plus facile, si la formation dans les entreprises et intensifiée" il y a alors "un espoir pour l'emploi".

Il prend modèle sur les États-Unis où "La flexibilité du marché du travail a contribué à la création d'emplois".

Le patronat veut pouvoir disposer de millions de salariés, à commencer par les jeunes diplômés sous contrat précaire, corvéables à merci, pour un salaire de misère. Il veut en finir avec les acquis fondamentaux du prolétariat.

L'AXE DU GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVENEMENT-KOUCHNER-VOYNET : FAIRE BAISSER LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

En élisant une majorité de députés PS et PCF, la classe ouvrière et la jeunesse signifiaient leur volonté d'en finir avec la politique anti-ouvrière du RPR, de l'UDF. Alors qu'en novembre-décembre 1995, un puissant mouvement de grèves et de manifestations s'était dressé contre le plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale, c'est la poursuite de la mise en oeuvre de ce plan qu'a décidé le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet.

C'est la destruction du salaire différé qu'organise le plan Juppé (une part est restituée au patronat sous forme de plus-value, une autre part est transformée en impôt). Or la fraction du salaire différé versée à la Sécurité sociale représentait environ 45% du salaire total dont presque 20% au titre de la seule assurance-maladie. Le plan Juppé combine deux mesures : des exonérations massives de cotisations patronales (décision maintenue par le gouvernement que dirige Jospin) ; le transfert de la part "salariale" des cotisations sur la CSG aboutit à la fiscalisation quasi-totale de la part des cotisations versées à l'assurance-maladie.

L'affirmation selon laquelle les salariés "gagneraient en pouvoir d'achat" est fondée sur un habile trucage. Ainsi, selon Martine Aubry, dans l'hypothèse où le gouvernement refirerait par exemple 5,2 points de cotisation maladie (sur le total des 5,5 points) et augmenterait 4 points de CSG en plus (portant son taux de 3,4 à 7,4%) le pouvoir d'achat des actifs augmenterait de l'ordre de 1,2% (c'est à dire moins que l'inflation). Il s'agit en fait d'une diminution drastique de la valeur de la force de travail au profit du patronat. La transformation en impôt du salaire différé détruit la solidarité ouvrière au profit de la "solidarité nationale", c'est à dire de la mainmise de l'État sur cette masse financière appartenant aux salariés.

Pour les chômeurs, les retraités, les fonctionnaires, l'augmentation de la CSG est une diminution immédiate de leur salaire net. Par ailleurs la mise en oeuvre de la réforme hospitalière supprimerait près de 10 000 emplois (sur plus de 700 000); la restructuration du système hospitalier, c'est la suppression de milliers de lits, la suppression de centaines de services, la fermeture d'hôpitaux portant considérablement atteinte au droit à la santé pour une masse de la population laborieuse et de la jeunesse. Tel est en fait le véritable contenu de la loi de financement de la Sécurité sociale qui sera présentée au Conseil des ministres du 8 octobre puis soumise au Parlement.

La défense des intérêts ouvriers exige de mettre en avant les mots d'ordre suivants :

- abrogation de la CSG,
- abrogation de toutes les mesures d'exonération patronales,
- abrogation des trois ordonnances du 24/04/96 et des décrets publiés le 31 mai.
- abrogation de tout le plan Juppé

UN BUDGET ANTI-OUVRIER

Le budget de l'État qui sera présenté au Conseil des ministres le 24 septembre serait bouclé avec un déficit de 260 à 265 milliards de francs (contre 280 à 285 milliards cette année)

le fameux critère de 3% des déficits publics serait respecté. Mais cela implique de trouver 35 milliards de recettes supplémentaires. Une vingtaine de milliards serait prélevé sur les entreprises ou organismes publics; 15 milliards proviendraient des augmentations d'impôts qui augmenteront en fait de 4.4% en valeur.

Le budget 1998 doit mettre en oeuvre la réforme de l'État : "rentabiliser" les fonctionnaires, détruire leurs garanties statutaires. Telle est la fonction du projet de loi "emploi-jeunes" qui met en cause le statut de la Fonction publique.

RETRAIT DU PROJET DE LOI "EMPLOI-JEUNES"

Ce projet de loi (voir article spécifique dans ce même numéro de CPS) est une véritable machine de guerre contre la jeunesse, contre le statut de la Fonction publique et contre les acquis des travailleurs du privé. L'objectif n'est pas d'embaucher des jeunes en les payant selon leur qualification avec les garanties statutaires arrachées par le prolétariat. Il est d'utiliser le fait que la masse des chômeurs pèse sur la classe ouvrière et la jeunesse afin de permettre à la bourgeoisie d'aggraver l'exploitation des travailleurs et en premier lieu celle de la jeunesse.

Il faut le répéter, c'est le mode de production capitaliste qui est responsable du chômage. Dans le cadre de ce système, il n'y a création d'emplois que si ces emplois accroissent la production de plus-value que le capital s'approprie (il faut de plus que cette plus-value soit réalisée). C'est là l'objectif fondamental du projet de loi "emplois-jeunes" : faire baisser la valeur de la force de travail (c'est à dire accroître la part de travail non payé) au nom de l'emploi, développer la précarité. Ce projet répond en réalité à la demande du patronat. Si nombre de députés RPR et UDF ne peuvent pour des raisons politiques voter ce projet, ils le trouvent néanmoins "sympathique" (sic!). Certains d'entre eux ont d'ores et déjà annoncé qu'ils voteraient ce projet ou qu'ils ne voteraient pas contre.

Ce projet est un outil dans la mise en oeuvre de la réforme de l'État et la mise en cause du statut des fonctionnaires. En effet, ce gouvernement maintient les 5000 postes supprimés par le gouvernement Chirac-Juppé et utilise des jeunes sous contrats précaires en leur interdisant d'occuper de vrais postes dans la Fonction publique (non seulement il n'y aura aucune création de poste en 1998, mais ces emplois précaires pourraient remplacer les postes statutaires libérés par les départs à la retraite!)

Ce projet est une arme contre l'ensemble de la classe ouvrière et la jeunesse. C'est un point d'appui pour le patronat pour exiger de bouleverser le Code du travail : élargir à cinq ans les contrats à durée déterminée qui peuvent être rompus chaque année , porter le coup de grâce aux contrats à durée indéterminée.

C'est appuyé sur les dirigeants syndicaux (des Fédérations et Confédérations) que le projet a pu voir le jour : ces derniers ont accepté durant tout l'été d'en discuter le contenu lors de la réunion de tables rondes dans les ministères. Ainsi, à la SNCF, J.C.Gayssot annonçait, le 10 juillet, la création de 2000 emplois à la SNCF dont 1000 "emplois-jeunes" sous contrats précaires. Dès le 17 juillet, les dirigeant syndicaux participaient à une réunion chargée selon <u>L'Humanité</u> "d'examiner la mise en oeuvre des mesures impulsées par le ministre".

Louis Viannet considère qu'il "devra être amélioré", si l'UGFF en fait une critique (contrat précaire, non reconnaissance des qualifications, "fragilisation" du statut général) elle revendique de "le faire bouger. Faire "évoluer" le projet, c'est aider à sa mise en oeuvre. Le projet de loi Aubry n'est ni amendable, ni négociable :

Assez de participation, assez de concertation! La responsabilité des dirigeants des Fédérations et Confédérations c'est d'exiger:

- le retrait immédiat du projet de loi "emplois-jeunes",
- le rétablissement des 5000 postes de fonctionnaires supprimés
- la création massive de postes.

DÉCLARATION DE GUERRE AUX ENSEIGNANTS, À L'ÉCOLE PUBLIQUE

La mise en place des emplois-jeunes va se faire en premier lieu dans l'Éducation nationale. L'objectif est de substituer aux enseignants et personnels qualifiés ces nouveaux emplois précaires. Pour le compte du gouvernement, Claude Allègre conduit depuis le mois de juin une attaque violente contre l'ensemble des personnels : de manière délibérée, il multiplie les attaques verbales encouragé par l'attitude de la FSU, de la FEN qui n'ont cessé jusqu'au début septembre de lui distribuer des "bons points". Et les quelques protestations de ces mêmes dirigeants à partir de la mi-septembre ne les empêchent pas de continuer à négocier les projets gouvernementaux. Ils permettent ainsi à C. Allègre de préparer la mise en pratique des menaces : "dégraisser le mammouth" (suppressions massives de postes), mise en cause du droit aux congés-formation...

Remplacer des emplois statutaires par des dizaines de milliers d'emplois précaires, casser les statuts des personnels, casser le corps enseignant, tels sont les objectifs de C.Allègre et du gouvernement. Les tables rondes auxquelles les responsables FSU, FEN ont participé cet été ont donné les moyens au ministre de mettre en place, dès la rentrée, des commissions de recrutement dans les rectorats avant même le vote de la loi emplois-jeunes. Ainsi des "aides éducateurs d'école" (sic!)

pourront à la place des instituteurs assurer les études (voire d'autres tâches); des "assistants de vie scolaire" (payés au SMIC pour 39 heures) remplaceront les étudiants surveillants (dont le service de 28 heures est garanti par un statut) des "aides documentalistes" (payés au SMIC) pallieront au manque de postes de fonctionnaires (aucun poste au Capes de documentation cette année).

Aujourd'hui, le ministre propose de réunir une table ronde sur l'objectif "pas de classe sans enseignant". Les dirigeants syndicaux sont donc conviés à négocier la mise en cause du droit aux congés maladie, la mise en cause du droit aux congés formation, la mise en cause du statut des enseignants en les faisant remplacer par des jeunes embauchés sous contrat précaire.

Briser l'offensive de C.Allègre et du gouvernement implique de combattre pour contraindre les dirigeants des organisations syndicales à rompre avec ce gouvernement et son ministre de l'Éducation nationale :

- Assez de concertation, assez de tables rondes!
- Boycott de la table ronde sur les remplacements !
- La responsabilité des dirigeants de la FSU et de la FEN

c'est de se prononcer clairement pour les revendications et en particulier

- retrait du projet de loi Aubry,

- rétablissement des postes supprimés,

- création massive de postes de fonctionnaires.

BOYCOTT DE LA CONFÉRENCE SUR L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LE TEMPS DE TRAVAIL

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchmer-Voynet compte utiliser le vote de la loi Aubry comme point d'appui pour cadrer la négociation qui doit s'ouvrir début octobre sous la houlette de Jospin lui-même. Selon Bernard Thibault, rapporteur à la Commission exécutive du 3 septembre de la CGT l'ordre du jour en serait le suivant :

" - la situation des bas salaires

- la demande du patronat d'un dispositif spécifique à l'emploi des jeunes dans le privé,

- les questions soulevées par la réduction du temps de travail..." Le Peuple 10/09/97

Martine Aubry a dû démentir l'annonce qu'elle avait faite d'un passage aux 35 heures contre l'annualisation du temps de travail négociée branche par branche. Mais cet objectif est confirmé par D.Strauss-Kahn dans une interview au Nouvel Observateur "l'allégement du coût du travail" est son premier souci. Et de se féliciter que 350 000 jeunes soient "enfin mis au travail" (sic!). À la suite de JC.Trichet, de L.Jospin, son modèle, c'est les Pays-Bas où le coût du travail a baissé de 30% en 10 ans de pair avec la précarisation du travail.

Ce gouvernement est un gouvernement fragile, il lui faut obtenir l'appui des Confédérations et Fédérations ouvrières pour mettre en place les plans anti-ouvriers exigés par le patronat. Maryse Dumas, secrétaire de la CGT, les présente ainsi :

"Dès cette rentrée, le patronat est à l'offensive pour obtenir de nouvelles réduction du coût de l'emploi et l'annualisation de la durée du travail dont tout le monde sait, non seulement qu'elle ne crée pas d'emploi, mais qu'elle aggrave l'intensité du travail et fragilise les liens sociaux et familiaux"

Ainsi, ce sont les plans du patronat qui seront au coeur des discussions de cette Conférence. Il s'agit de fait, d'étendre le dispositif de la loi quinquennale sur l'emploi imposée par le gouvernement Balladur: permettre sous couvert des 35 heures, le développement de l'annualisation du temps de travail, de la flexibilité afin d'opérer une baisse drastique de la valeur de la force de travail et du pouvoir d'achat des masses.

Le rôle des dirigeant syndicaux n'est pas de soutenir la politique gouvernementale, c'est de la combattre. Leur responsabilité, c'est de décider :

- boycott de la Conférence nationale sur l'emploi!
- boycott de toutes les réunions de travail préparatoires !

ABROGATIONS DES LOIS PASQUA-DEBRÉ RETRAIT DU PROJET DE LOI CHEVÈNEMENT

Avec la défaite électorale de l'UDF et du RPR, la question de l'abrogation des lois Pasqua-Debré par la majorité de députés PS-PCF à l'Assemblée nationale est ouvertement posée. Mais le 21 août, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet, parce qu'il défend les intérêts de l'impérialisme français, l'État bourgeois, annonçait qu'il n'abrogerait pas ces lois anti-immigrés et anti-ouvrières. Il se situe (ainsi que l'affirme Chevènement lui-même à la suite du rapport Weil) dans le cadre des objectifs fixés par de Gaulle (auteur de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : faire en sorte que la politique de nationalité et de contrôle des flux migratoires soit conforme aux intérêts de l'impérialisme français.

Ainsi le projet de loi Chevènement pérennise ces lois et aggrave sur certains points la loi Debré. De plus, le gouvernement redoute de créer un précédent en abrogeant les lois Debré-Pasqua (ce qu'exigent les travailleurs et les jeunes qui s'étaient mobilisés en février 1997). Les abroger (même en les remplaçant par une loi au contenu quasi-identique) serait encourager la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse pour

l'abrogation de toutes les lois imposées par les gouvernements Chirac-Juppé, Balladur, de toutes les lois réactionnaires instaurées dans le cadre de la Vème République.

La division du prolétariat est un objectif constant de la bourgeoisie afin de maintenir sa domination de classe. À l'inverse, pour défendre ses intérêts de classe face aux empiétements du capital, le prolétariat (et la jeunesse) a besoin que se construise un front de classe unifiant toutes les couches ouvrières et intégrant les organisations ouvrières.

C'est pourquoi, il faut exiger que les organisations ouvrières (en particulier les organisations syndicales) mettent en avant les revendications suivantes:

- Abrogation des lois Pasqua-Debré
- Retrait du projet de loi Chevènement
- Aucune loi restrictive pour les travailleurs étrangers,
- Mêmes droits politiques et sociaux pour tous : travailleurs étrangers et travailleurs français,

PRIVATISATIONS

Le 2 septembre le ministre PCF J.C.Gayssot a lâché sa formule "ni privatisation, ni statu-quo" à Air-France. Pas plus que pour les Télécoms, ou pour la SNCF, il n'entend abroger les mesures engageant la privatisation et poursuivant la liquidation des acquis et des statuts des personnels. Ainsi pour Air-France, il précise:

"Dans ce domaine comme dans d'autres, le statu-quo est synonyme fondamentalement de risque de repli. C'est pourquoi, j'agis au plan international pour permettre qu'Air-France noue des alliances et il n'est pas vrai que telles alliances supposent la privatisation".

Tout en préparant la cession de 49% du capital, J.C.Gayssot martèle qu'il n'y aura "pas de privatisation". À juste titre <u>Libération</u> remarque "Le vrai seuil au delà duquel la privatisation commence n'est donc pas celui de 51%, il est de 0,001% du capital"

À la SNCF, le ministre PCF maintient la partition en deux entreprises qui ouvre la voie à la liquidation du statut des cheminots et à la privatisation des activités rentables. Quant à France-Télécom, c'est encore une fois grâce à la caution des organisations syndicales qui ont accepté de participer aux consultations dont l'objectif affirmé était de privatiser que le rapport Delebarre a vu le jour. Ce rapport remis le 5 septembre au premier ministre préconise l'ouverture au capital de France-Télécom (c'est à dire la privatisation). En dépit des précautions oratoires prises par Delebarre Les Échos du 8 septembre commente :

"Détaillant son rapport devant les journalistes, M.Delebarre a eu toutefois du mal à préciser les différences entre son projet et celui du gouvernement précédent".

Le 8 septembre, le gouvernement a annoncé, sous les applaudissements d' E.Balladur et de F.Fillion, que 38% du capital de France-Télécom serait vendu.

Pour les personnels, c'est la mise en oeuvre de la destruction de leur statut.

Les dirigeants syndicaux se sont partagé le travail pour permettre au gouvernement de prendre cette décision. La CFDT défend ouvertement l'ouverture au capital de France-Télécom, de Thomson-CSF, d'Air-France. FO n'est pas hostile à la vente d'une partie du capital; elle se réjouit de la proposition de Delebarre de mettre en oeuvre une convention collective à France-Télécom (acceptant de ce fait la liquidation du statut de fonctionnaire des agents). Quant à la CGT qui se dit opposée, comme Sud-PTT à l'ouverture au capital, elle a durant l'été de conserve avec les autres syndicats donné les moyens au gou-

vernement d'aller vers la privatisation en acceptant de participer à la consultation. Elle a impulsé une pétition adressée aux députés de "la majorité" et soutenu l'initiative de SUD d'organiser un "référendum" des travailleurs des Télécoms...comme si aujourd'hui la question était de connaître l'avis des travailleurs! Cela revient à nier que les travailleurs de France-Télécom avec l'ensemble de la classe ouvrière ont formulé leurs exigences: en finir avec les attaques contre la classe ouvrière, en votant PS-PCF; cela revient à nier l'existence de cette majorité PS-PCF.

Sur cette base les dirigeants organisent un carrousel de journées d'action au lieu de réaliser le Front unique sur les revendications et l'orientation suivantes :

- Non à la privatisation!

- abrogation de la loi de privatisation de France-Télécom,
- abrogation de la loi de 1996 transformant France-Télécom en société anonyme,
- abrogation de la loi de réglementation des télécommunications de 1996 et rétablissement du monopole,
- abrogation de la loi Quilès et rétablissement de l'unité des

Assez de concertation, assez d'actions disloquées!

La responsabilité des dirigeants syndicaux, c'est de préparer et d'organiser dans l'unité la grève générale de France-Télécom. Sur cette base :

appelez à la manifestation de tous les travailleurs de France-Télécom à l'Assemblée nationale pour imposer au PS et au PCF majoritaires, la satisfaction de ces revendications.

CRISE DES PARTIS DE LA BOURGEOISIE

L'échec de l'opération de Chirac accentue considérablement la crise des partis liés à la Vème République (le RPR et l'UDF). Au soir du 1er juin, Chirac est battu. Si ce n'était le soutien du PS, du PCF, des organisations syndicales, il n'aurait pu se maintenir au pouvoir. Remis en selle par le gouvernement de type Front populaire dirigé par Jospin, il exige que la France "parle d'une seule voix". Jospin s'exécute à Amsterdam, puis à propos de Renault-Vilvorde. Le 14 juillet, Chirac se dresse du haut de sa position de Président de la République pour tenter de se faire le porte-parole de toute la bourgeoisie; tenter de s'imposer comme chef politique. Mais les causes objectives de la crise de la bourgeoisie française (confrontée à la puissance de l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne et aux avancées de l'impérialisme américain sur son pré-carré africain) perdurent. Chirac n'a pas plus les moyens aujourd'hui qu'hier de résoudre ces contradictions. La crise du RPR et de l'UDF se poursuit. L'accession de Seguin à la présidence du RPR fut un nouveau coup dur pour Chirac. En tant que Président de la République J.Chirac devrait être "le chef naturel de la famille gaulliste". Mais la féroce bataille que se livrent les cinq candidats à la présidence du groupe RPR à l'Assemblée montre les difficultés. Le 10 septembre à Valence a été officiellement lancé un "appel à la fusion des formations politiques d'opposition" (RPR-UDF-CNI-GE). Mais la majorité des responsables UDF et RPR semblent repousser toute velléité de fusion de leurs deux formations.

Du côté de l'UDF, la situation n'est guère plus enviable. La question de la présidence de la formation sera un jour ou l'autre reposée. F.Bayrou maintient son projet de constituer "un grand parti du centre".

LE POIDS DU FRONT NATIONAL

On ne peut à ce jour définir avec précision la voie sur laquelle la bourgeoisie française tentera de reconstituer ses forces politiques et ce d'autant que les bases objectives de la crise existent toujours. Mais on ne peut oublier que dans le pays (à la différence de 1981 et 1988) le RPR, l'UDF, le FN ont 51% des voix. De plus, la place acquise par le FN pèse dans la situation politique, en particulier sur le RPR et l'UDF. L'initiative de maires RPR d'interdire aux jeunes de moins de 12 ans de sortir dans la rue après 22 heures en est une illustration. Il

s'agirait d'organiser le contrôle policier de tous les jeunes en les emmenant aux postes de police pour "vérification".

À l'étape actuelle, la bourgeoisie n'a pas les moyens de s'engager dans la voie de la destruction pure et simple du mouvement ouvrier en recourant à un parti fasciste (comme elle le fit en d'autres périodes de l'histoire). Mais les discours populistes et ultra-réactionnaires, aux traits fascisants du Front national expriment la putréfaction de la bourgeoisie et la recherche (au moins par une fraction d'entre elle) d'un dispositif lui permettant d'affronter la classe ouvrière et la jeunesse. Tel est le sens

du "gouvernement virtuel" proposé par J.M.Le Pen lors de la clôture de l'Université d'été du FN tenue à Orange : "assumer en cas de désastre national" (c'est à dire de mobilisation des masses) "ou d'alternative politique le gouvernement de la République". Tel est aussi le sens de la décision d'élargir la création de syndicats du FN dans les entreprises : s'appuyer sur des thèmes xénophobes pour diviser la classe ouvrière et combattre les organisations ouvrières.

Aujourd'hui, au RPR comme à l'UDF, la question de l'Europe continue à attiser les divisions et à rendre difficiles les alliances. F.Léotard s'est opposé à l'intégration dans l'opposition du Mouvement pour la France de Ph.de Villiers en ces termes : "Quand on sait que le MPF exprime une attitude antieuropéenne et germanophobe, je ne vois pas ce que l'on ferait avec eux".

La bourgeoisie a subi une dure défaite électorale, mais l'occasion se présentera où toutes les forces bourgeoises se rassembleront sur un axe commun : le combat contre la classe ouvrière et la jeunesse. Ce qui leur en donnera la possibilité, c'est que appuyé sur les appareils syndicaux, le gouvernement de type Front populaire dirigé par Jospin se dresse contre le mouvement des masses. Il protège l'ordre bourgeois, l'État bourgeois, la Vème République et, en premier lieu, Chirac. Il développe une politique de sauvetage de la bourgeoisie, du capitalisme en crise, il conforte la bourgeoisie.

C'est la raison pour laquelle la défense des intérêts ouvriers exige de combattre pour imposer la rupture des organisations ouvrières (partis et syndicats) avec la bourgeoisie, pour la rupture avec Chirac. Le combat pour le Front unique des organisations ouvrières permet à la classe ouvrière de se rassembler comme classe face à la bourgeoisie, contre toute alliance de type Front populaire dont la fonction est de barrer la voie à la mobilisation des masses, de défendre l'ordre bourgeois.

UNE DONNÉE POLITIQUE FONDAMENTALE: LES MASSES ONT ELU UNE MAJORITÉ DE DÉPUTÉS PS-PCF À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pour les masses, l'élection d'une majorité de députés PS et PCF à l'Assemblée nationale traduit leur exigence : en finir avec la politique anti-ouvrière de défense du capital, obtenir satisfaction sur leurs revendications. Mais ces aspirations se heurtent à la politique du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet qui, soutenu par les appareils syndicaux, défend le capitalisme en crise.

Afin de "gommer" l'élection de cette majorité de députés PS et PCF, Jospin a annulé la session extraordinaire prévue pour cet été. Durant deux mois, il a utilisé "sa méthode" : concertation avec les dirigeants syndicaux, le PS et le PCF pour mettre en place l'essentiel d'un dispositif anti-ouvrier.

Début juillet, il a dû multiplier les rappels à l'ordre en direction du PS fustigeant "l'opposition simpliste et stérile", exigeant du PS d'être solidaire du gouvernement. À la veille de la session qui s'ouvre le 15 septembre, il a défini devant les députés et les sénateurs du PS le rôle des parlementaires: "être des partenaires, des relais" du gouvernement. Cela signifie par exemple "ne pas dénaturer" (sic) le projet de loi Chevènement (qui pérennise les lois Debré-Pasqua). Il les a exhorté à "interpréter" la volonté des masses, c'est à dire à résister aux exigences de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Les travailleurs n'ont pas voté pour que soit poursuivie la politique anti-ouvrière, pour que le premier secrétaire du PS devenu premier ministre se soumette à Chirac, "parle d'une seule voix" avec lui, pour qu'il s'allie avec les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises telles le PRS, le MDC, les Verts qui ne doivent leur existence qu'au fait que le PS leur a cédé sa place dans 98 circonscriptions.

Pour imposer l'abrogation de toutes les lois réactionnaires, pour la satisfaction des revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse, il faut combattre contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet et lui infliger une défaite politique, il faut imposer au PS et au PCF qu'ils rompent avec la bourgeoisie, avec Chirac et la Vème République; il faut porter au pouvoir un gouvernement du Front unique, un gouvernement du PS et du PCF. Mais le Comité ne sème pas pour autant des illusions : le PS et le PCF restent des 'gérants honnêtes et loyaux" du système capitaliste en crise. Au nom de la défense d'un "capitalisme soft", le PS soutient la politique anti-ouvrière de ce gouvernement. Au PCF, Robert Hue, multiplie les formules du type "ni mouche du coche, ni porteur d'eau" pour marquer sa différence. Mais "déterminé, actif, constructif", le PCF est un facteur actif dans la mise en oeuvre des "réformes structurelles" indispensables au capital (SNCF- France-Telecoms- Air-France...). Au Comité national du 6 septembre, la direction du PCF a redoublé d'efforts pour accentuer la ligne de "participation-citoyenne"; la réalisation du Front unique des organisations ouvrières (partis et syndicats) contre le gouvernement bourgeois, il oppose et agit pour la "participation" c'est à dire la soumission de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie, la dissolution des organisations ouvrières.

Hors du gouvernement, la LCR et LO lui apportent aussi leur soutien : la LCR souhaite que la majorité gouvernementale "réussisse" ; Lutte ouvrière se propose "d'aider" ce gouvernement : " Pourquoi pas, si c'est cela qu'il a besoin ; mais surtout poussons le".

Ni le PS, ni le PCF ne veulent rompre avec la bourgeoisie. Il faudra le leur imposer.

À BAS LA PARTICIPATION-CONCERTATION DÉFENSE DES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Le gouvernement doit s'appuyer sur le soutien sans faille des appareils syndicaux. Pour défendre l'ordre bourgeois, le capitalisme en crise, ces derniers propulsent dans les rangs ouvriers les exigences patronales en les faisant passer pour des revendications ouvrières. Ainsi, au lieu de mettre en avant la défense de la valeur de la force de travail (et donc des conquêtes socia-

les : Sécurité sociale fondée sur la répartition d'un salaire différé, statuts et conventions collectives...) ils reprennent le thème patronal de "défense de l'emploi" (incluant la flexibilité du travail); au lieu de défendre le statut des fonctionnaires, ils revendiquent la défense "du secteur public" se situant ainsi dans le cadre de la rentabilité capitaliste.

La responsabilité des dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN, des UNEF, c'est de cesser immédiatement de soutenir le gouvernement et sa politique :

- Assez de participation-concertation
- · Rompez avec le gouvernement
- Boycottez la Conférence nationale pur l'emploi, les salaires et toutes les réunions préparatoires.

La responsabilité des dirigeants syndicaux, c'est de se prononcer clairement pour la satisfaction des revendications ouvrières contre les lois, les projets de lois réactionnaires; c'est d'exiger en particulier:

- Retrait du projet de loi "emploi-jeunes"
- Rétablissement de tous les postes de fonctionnaires supprimés
- Abrogation des lois Pasqua-Debré

- Retrait du projet de loi Chevènement
- Abrogation des ordonnances du 24/4/96 de destruction de la Sécurité sociale et des hôpitaux publics, abrogation de la CSG, de tout le plan Juppé
- Abrogation des lois de privatisation des Télécoms, de la SNCF, d'Air-France...

Le Front unique pour appeler et préparer le combat pour imposer à la majorité PS-PCF la satisfaction des revendications par la manifestation centrale et unie à l'Assemblée nationale.

De même sur la question de "l'Europe", les organisations ouvrières doivent mener le combat sur les mots d'ordre suivants : À bas "l'Union européenne"! À bas la "monnaie unique"! À bas le traité de Maastricht et l'accord d'Amsterdam!

INCONDITIONNELLEMENT POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE REPRÉSENTANT DE FORMATIONS BOURGEOISES

L'offensive de la bourgeoisie met au centre deux revendications fondamentales :

- pour la garantie d'un salaire; échelle mobile des salaires, rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982,
- pour la garantie du droit au travail, contre le chômage : échelle mobile des heures de travail (réduction massive du temps de travail afin que la masse des chômeurs trouve un emploi, avec maintien de tous les acquis ouvriers)

Le prolétariat ne peut accepter la mise en cause de tous les acquis et garanties qu'il avait arrachés. Il faut revendiquer l'abrogation de toutes les réformes qui y ont abouti.

Ces revendications sont insupportables pour le capitalisme. Elles dressent le prolétariat contre le régime capitaliste, elles sont un appel à la mobilisation des masses, elles posent le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat, pour exproprier ceux qui possèdent les moyens de production et pour l'élaboration d'un plan de production correspondant aux besoins des masses. C'est pour cette solution, la prise du pouvoir par le prolétariat que combat le Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse ne peuvent attendre que le Parti ouvrier révolutionnaire, l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse soient construits pour combattre et tenter de répondre à la question du pouvoir. C'est pourquoi, sans nourrir aucune illusion sur le PS et le PCF, à l'étape actuelle, il faut mettre en avant la revendication suivante adressée aux dirigeants du PS et du PCF:

- Rompez avec la bourgeoisie
- À bas Chirac. À bas la Vème République

- Rompez avec le PRS, le MDC et les Verts
- Vous avez la majorité
- Assez de cette politique anti-ouvrière, de ce gouvernement de coalition avec la bourgeoisie
- Décidez de constituer un gouvernement PS-PCF sans ministre membre de formations bourgeoises

Dans la situation actuelle, un tel gouvernement serait le produit de la mobilisation des masses ; du seul fait de son existence, un gouvernement du PS et du PCF créerait une situation qui donnerait l'initiative politique au prolétariat et une considérable impulsion au développement de la lutte des classes.

Exiger des dirigeants CGT, FO, FSU, FEN, UNEF-ID, UNEF-SE qu'ils réalisent le Front unique et appellent à la manifestation centrale, unie à l'Assemblée nationale pour exiger la satisfaction des revendications ouvrières, c'est aller dans le même sens, c'est donner au mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse un débouché politique, c'est ouvrir une voie pour imposer un gouvernement des seuls PS et PCF.

C'est sur cette orientation que combat le Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire. Elle ouvre une perspective politique aux masses exploitées et à la jeunesse. Ce combat politique c'est l'appel à la mobilisation et à l'organisation des masses. C'est à travers les contradictions que cette mobilisation fera surgir, que se constitueront les conditions de la Construction d'un authentique Parti ouvrier révolutionnaire, d'une authentique gouvernement ouvrier, de la prise du pouvoir par le prolétariat.

13 septembre 1997

CRISE FINANCIÈRE EN ASIE DU SUD-EST: UN NOUVEAU ET RETENTISSANT SIGNAL D'ALARME

Il y a un an, l'éditorial de CPS n°64 soulignait que: "A l'examen de quelques données de a conjoncture économique et financière, il n'est pas exagéré de dire que retentit un véritable signal d'alarme (...)" et insistait:

"Plus important encore que les craquements économiques proprement dits sont ceux qui se font entendre dans l'immense pyramide du capital argent et plus précisément du capital fictif qui s'élève à des dizaines de milliards de dollars (actions, obligations, produits dérivés, actifs de toutes sortes, monnaies y compris)."

Après le krach boursier d'octobre 1987 à Wall Street, le krach rampant au Japon à partir de 1990, les vagues de faillites aux USA au début des années 90, le krach obligataire aux USA en 1994 et la crise financière au mexique en janvier 1995, c'est au tour des pays du sud-est asiatique d'être l'épicentre d'une nouvelle et profonde crise monétaire, boursière et financière.

"TIGRES", "BEBES TIGRES" ET "DRAGONS"...

Quelles n'étaient pas les louanges pourtant que les capitalistes adressaient à l'Asie du Sud-Est! *Le Monde* du 4 août rappelle:

" (...) ce fut à qui remporterait la palme de la croissance, avec des taux frisant les 10% par an. Dans certains cas, alors que les gratte-ciel poussaient comme des champignons, le revenu per capita doublait tous les sept ans. Le flux de capitaux en provenance d'Occident et d'Extrême-Orient paraissait sans limite, tandis que les mondes industrialisés offraient un vaste champ aux exportations d'Asie du sud-est, qu'on a alors commencé à qualifier de tigre, comme Singapour, de bébés tigres, comme la Malaisie et la Thaïlande, et de futurs bébés tigres, comme l'Indonésie, les Philippines et même le Vietnam. Les nouveaux pays industrialisés (les "NPI") ou économies émergentes, sont ainsi nés dans l'euphorie".

Ces taux faramineux de croissance qui généraient une telle "euphorie" sont une réalité. La croissance moyenne de 1985 à 1995 de la Thaïlande a été de 9,5%, celle de la Malaisie a été de 8,5%, celle de l'Indonésie 8%. L'Asie du sud-est produit 26.9% du PNB mondial (en 1995) contre 6% en 1960.

L'origine de cette croissance réside d'abord dans les conditions sauvages, brutales, qui sont faites aux ouvriers et aux paysans

de ces pays. Le terme de "valeurs traditionnelles de l'Asie" peut se traduire en français: corporatisme, flicage du prolétariat, dressage de la jeunesse.

Mais encore, ces dernières années, les pays d'Asie du sud-est ont été une des destinations privilégiée de flux gigantesques de capitaux. De 1991 à 1995, selon la banque mondiale, les flux nets de capitaux vers l'Asie de l'est ont triplé, passant de près de 40 milliards de dollars à près de 120 milliards de dollars.

Cette manne a servi à financer le développement soutenu de ces pays, en permettant d'élargir sans cesse le recours au crédit, en gonflant démesurément la valeur des actifs financiers détenus par les organismes de crédit, et donc leur capacité théorique de prêt. Une masse de capitaux flottants et spéculatifs s'est accumulée dans les pays d'Asie du sud est, poussée par la recherche de rémunérations élevées, de gains en capital.

Les "marchés émergents" ont ainsi pris un essor rapide. La capitalisation boursière de Hongkong est supérieure à trois fois son PIB, celle de la Malaisie représente plus de deux fois son PIB, en Indonésie, Philippines, et en Thaïlande (jusqu'en 1996), la capitalisation boursière représente, ou représentait, l'équivalent du Produit Intérieur Brut.

... QUI CONCENTRENT LES TRAITS PARASITAIRES DU CAPITALISME POURRISSANT

La Tribune du 28 juillet écrit:

"la perte de confiance dans les devises locales pourrait remettre en cause un mode de développement de l'Asie fondé sur sa capacité à attirer du capital étranger".

Le fait que ce capital soit étranger est une donnée importante. Fondamentalement, tous ces "tigres" et "bébés tigres" d'Asie sont tenus en laisse, ils sont sous la coupe de l'impérialisme. Mais il n'empêche: étranger ou pas, ce "mode de développement" qui est "remis en cause", c'est le mode de financement de l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale.

La situation de ces pays concentre les traits qui caractérisent le mode de production capitaliste entré en putréfaction, dans le stade de l'impérialisme, miné par la contradiction fondamentale entre le caractère social (et international) de la production et le caractère privé (et national) de la propriété.

Pour surmonter cette contradiction fondamentale, les capitalistes ont dû recourir de plus en plus à l'intervention des États, à des dépenses parasitaires de toutes sortes (au premier rang d'entre elles les dépenses d'armement). Depuis les années 80, le financement des déficits résultant de ces dépenses s'opère en faisant appel à l'emprunt, aux "marchés".

Les taux d'intérêts réels sont alors redevenus positifs. Les obstacles à la circulation du capital-argent sur les marchés financiers ont été levés pour permettre à sa sphère de circulation de s'élargir sans cesse, et par conséquent élargir le recours aux "marchés" pour financer la marche de l'économie capitaliste.

Un chiffre permet de mesurer l'ampleur de ce processus: la dette mondiale totale représente aujourd'hui l'équivalent de 130% du PIB mondial, et elle croît de 6 à 8% par an, soit bien plus vite que le dit PIB mondial!

Dans ce processus s'est ouvert un champ extraordinaire à la spéculation, au développement d'une masse de capital-argent, flottante, à la recherche de gains rapides en capital. Or, cet argent est pour l'essentiel du capital fictif. Seule une part infime des transactions sur les marchés des changes correspondent à des échanges réels de marchandises. Les actions, obligations ne sont pas du capital, ne représentent pas de valeur susceptible de se conserver par elle-même.

C'est pourtant le gonflement de cette sorte de "capital" qui a permis de repousser les limites du mode de production capitaliste, dans la mesure seulement où les différentes bourgeoisies ont repris l'initiative politique et ont pu faire baisser grandement (surtout aux USA) la valeur de la force de travail.

Mais à son tour, le mode de financement actuel du capitalisme dresse de nouveaux obstacles à la poursuite de l'accumulation: l'exigence de rémunérations élevées pour le capital financier, le poids cumulé de tout le capital mort sur le capital vivant, dont l'expression concentrée est la charge de la dette.

De plus, le développement d'une masse de capital fictif, flottant et spéculatif, fait peser des menaces mortelles. En effet, c'est un impératif pour la spéculation que de croître sans cesse. Sinon, tous les groupes, fonds de pension, banques, etc., cherchent à vendre leurs "actifs", et nul ne les rachète: c'est le krach

THAÌLANDE

Une bulle spéculative s'était formée dans le secteur de l'immobilier en Thaïlande. Mais le rythme délirant de construction ne pouvait à terme que déboucher sur une crise, sur une baisse brutale des prix, comme cela a déjà été le cas au Japon, ou en France. Ca n'a pas manqué ici non plus.

La crise immobilière a touché de plein fouet les banques, déjà recouvertes de milliards de dollars de créances douteuses. L'ensemble du système financier à commencé à prendre l'eau: de juin 96 à début juin 97, le cours de la bourse de Bangkok ont chuté des deux tiers.

Mais, de la mi juin au début juillet, la bourse repartait brutalement à la hausse. La banque centrale de Thaïlande dépensait plus de 16 milliards de dollars, la moitié de ses réserves en devises, pour soutenir le cours du baht, la monnaie locale. Celle-ci était indexée, comme l'ensemble des devises de la région, sur le dollar américain.

Le maintien acharné de la parité alors que le dollar ne cessait de monter rendait à nouveau les placements en Thaïlande attractifs.

Mais ce maintien s'est vite avéré intenable.

COMME DANS UN JEU DE DOMINOS

Le 2 juillet, la Thaïlande cessait de défendre le baht qui s'engageait dans un brutal mouvement à la baisse. L'ensemble des places financières et des monnaies de la zone sont immédiatement ébranlées. Le 11 juillet, ce sont les Philippines qui renoncent à défendre leur monnaie. La semaine d'après, l'Indonésie annonce l'élargissement des bandes de flottement de sa monnaie face au dollar. Une nouvelle vague d'attaques spéculatives les 18 et 21 juillet l'emporte, et avec elle la devise de la Malaisie. Le dollar de Singapour atteint son plus bas niveau depuis mi-octobre 1994 face au dollar US.

Le vendredi 25 juillet se tient une réunion de onze banquiers centraux d'Asie et du Pacifique: il n'en sort rien de décisif, A

ce moment, la chute du baht est de 27% par rapport au dollar par rapport à début juillet, entraînant dans son sillage les devises philippines, indonésienne, malaise et de Singapour. Les bourses de ces pays chutent aussi, les valeurs boursières, cotées en monnaie locale, perdant mécaniquement de l'intérêt pour les capitaux flottants.

Il faut noter que, du 14 au 18 juillet, la bourse du Brésil chute de 12%. A partir de la Thaïlande, c'est bien une crise du type de celle du Mexique en 1995 qui se développe: un "effet domino" dans lequel l'ensemble des "marchés émergents" entament un plongeon du fait de la fuite des capitaux.

LA CAUSE IMMÉDIATE DE LA CRISE MONETAIRE: L'ACCROISSEMENT DES DÉSÉQUILIBRES

En tout état de cause, le fait que ces pays sont des semicolonies ne peut qu'accentuer et pérenniser les déséquilibres (déficits des balances des paiements, etc...). C'est sur ces déséquilibres que "jouent" les capitaux spéculatifs; l'existence d'une formidable masse de capitaux fictifs à l'échelle internationale est la cause profonde de ces nouveaux craquements dans le système financier international.

Pour ce qui est de la Thaïlande, l'incapacité des banques œntrales à maintenir le cours de leurs monnaies est la conséquence des déficits croissants de leurs balances des payements courants, qui n'ont cessé de se creuser.

L'existence de tels déficits provient de l'importation massive de capitaux étrangers. Mais ils se sont accrus: en 1996, ce déficit représentait 8.3% du PIB en Thaïlande, 8% pour la Malaisie.

Ces déficits records traduisent une situation qui est décrite dans le journal *l'Expansion* du 28 août:

"Naguère champions de la croissance, les pays asiatiques ont vu leurs avantages s'éroder lentement sous l'effet de deux mécanismes parallèles: la forte hausse des salaires et l'appréciation de leurs monnaies, entraînées par l'ascension du dollar américain auquel elles sont liées par un système très rigide. Les salaires des thaïlandais ont ainsi progressé de 83% dans la première moitié des années 90, alors que le coût de la vie n'augmentait que de 27%. Résultat: les importations ont augmenté plus vite que les exportations - œlles-ci ont même stagné en 1996-, ce qui a creusé le déficit courant."

Naturellement, la hausse des salaires n'a rien d'un phénomène spécifique à la Thaïlande: en plus d'être une conséquence du développement de la production capitaliste dans la région, elle est le produit des nombreuses grèves que mènent les prolétaires dans l'ensemble de la région. Il faut mentionner les émeutes de la jeunesse à Djakarta, l'été 96. Les exemples abondent, et en particulier celui du mouvement de grèves qui a eu lieu en Corée en décembre 96 - janvier 97 (voir CPS n°67)

HAUSSE DU DOLLAR

S'est donc combinée à ces hausses de la valeur de la force de travail, celle du dollar, lequel a culminé début août, atteignant 6,38 francs et 1,89 mark le 8 août. En fait, c'est d'abord d'une baisse du mark et du franc face au yen et au dollar dont il s'est agit. De janvier à juillet, le mark (et le franc dans son sillage) avait perdu plus de 15% face au dollar et aussi face au yen.

Son origine est dans la faiblesse de l'économie allemande, dans le maintien de déficits élevés tandis que le gouvernement Clinton finalisait un accord avec les républicains avec comme objectif d'arriver à des budgets excédentaires, ce qui réduit les besoins en financement de l'impérialisme américain, donc l'émission de titre libellés en dollar.

De plus, la hausse de la bourse de New York nourrissait celle du dollar (en poussant à l'achat de titres libellés dans cette monnaie) et réciproquement.

Fin juin, le gouvernement japonais intervenait pour faire baisser le yen face au dollar. L'envolée du dollar reprenait de plus belle, alimentée par des spéculations sur une hausse des taux d'intérêts aux USA. Elle ne devait s'arrêter qu'avec l'intervention de la Bundesbank, inquiète de l'affaiblissement trop important du mark, instrument de la puissance du capital financier allemand.

Dès lors, la spéculation jouait dans l'autre sens, s'appuyant une nouvelle fois sur le maintien de déficits commerciaux américains toujours abyssaux. Début septembre, le dollar était redescendu à environ 6 francs.

Mais cette hausse rapide suivi de cette rechute sont à eux seuls des signes d'une instabilité accrue du système monétaire international. De fait, la baisse du dollar risque d'ôter aux impérialismes européens le soutien aux exportations qui tirait la croissance de ces pays, après que sa hausse ait déclenché une véritable crise monétaire durant l'été.

Pour ce qui est de l'Asie, la baisse du dollar est intervenue bien trop tard. Le 28 juillet le gouvernement thaïlandais finissait par en appeler au FMI pour que celui-ci lui donne les moyens d'enrayer la spirale vers l'effondrement financier et économique complet.

LE PLAN DU FMI...

Une ligne de crédit de 12 à 15 milliards de dollars (75 à 95 milliards de francs), dont quatre viennent du Japon, est accordée à la Thaïlande. C'est le plan le plus important jamais mis sur pied après celui, colossal, mis en place pour prévenir la crise partie du Mexique en janvier 1995.

En "échange", un effort d'assainissement des finances est imposé à la Thaïlande: cinquante huit sociétés financières doivent être fermées, soit la majorité des sociétés du pays (48 échappent à la fermeture). Les dépenses budgétaires doivent être réduites de 3.15 milliards de dollars en 1998 (plus de 10% du budget total). Pour ce faire, la TVA doit passer de 7 à 10%, les tarifs des services publics vont être augmentés et des privatisations doivent intervenir.

Les prolétaires thaïlandais vont être durement frappés par un tel plan. Mais indéniablement, la faible bourgeoisie de ce pays également. De nombreuses sociétés qui ferment sont tenues par les "amis" du gouvernement, qui ne s'est résolu à accepter le plan du FMI qu'après de longues tractations. Ce n'est qu'une semaine après l'accord que le contenu exact en est révélé.

Plus encore, la fermeture des sociétés financières, la restriction des dépenses budgétaires signifient l'assurance d'une sévère récession économique. Enfin, la dévaluation de fait du baht, si elle diminue le coût des marchandises à l'exportation, à comme effet immédiat de rendre plus écrasante encore la charge de la dette extérieure, libellé pour l'essentielle en dollars.

Mais le plan du FMI ne vise pas qu'à sauver la Thaïlande de l'effondrement financier. Il vise à stabiliser la situation de la Malaisie, des Philippines et de l'Indonésie en mettant fin à la fuite des capitaux. Et il y a plus: même les pays réputés solides sont touchés. Ainsi Singapour et Hongkong. Pourtant ces pays engrangent des excédents budgétaires et commerciaux. Mais, avec la tempête monétaire, les fonds de pension, banques et assurances ont redécouvert que la médaille avait un revers.

Ainsi, à Hongkong, la hausse du dollar, les effets inévitables du plongeon de ses voisins sur l'activité économique, ainsi que les nombreuses bulles spéculatives (encore dans l'immobilier) mettent à l'ordre du jour "des faillite de promoteurs, et par contrecoup une grave crise bancaire et économique" (Le Monde du 30 août).

En Corée du Sud, encore, le mois d'août voit s'amonceler les annonces de mises en faillite. C'est surtout le grand trust Kia qui est mis sous le couvert (provisoire) d'un "pacte antifaillite", pour éviter que son endettement ne provoque immédiatement le dépôt de bilan. On pourrait continuer le tour d'horizon: dans tous ces pays s'exprime le pourrissement de l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. C'est cela, en dernière analyse, qui alimente la fuite des capitaux.

... EST UN ECHEC RELATIF

Après l'annonce du plan du FMI, un certaine accalmie se produit. Mais elle est de courte durée. Le FMI entérine son prêt à la Thaïlande le 21 août. Mais dès le 22, on peut constater que le baht franchit un nouveau plancher face au dollar.

Le 28 août, la Malaisie (qui est la seconde place financière de la région après Hongkong) tente de limiter la spéculation en interdisant les ventes à découvert (qui est l'ordinaire dans les transactions boursières: le règlement des différentes transactions n'a pas lieu au comptant, on peut ainsi acheter puis vendre un titre sans sortir un sou, puis encaisser le gain de la vente).

En deux jours, l'ensemble des bourses de la région subissent un nouveau krach. Tous les investisseurs étrangers veulent mettre leurs capitaux à l'abri de telles mesures qui restreignent la circulation du capital-argent, dont, répétons-le, le développement est une condition de la survie du mode de production capitaliste agonisant à l'échelle de la planète.

Jeudi 28 et vendredi 29, c'est la panique. La bourse de Manille (Philippines) perd 9,3% sur la seule séance jeudi, et encore 2,4 le lendemain (après avoir baissé de 7,6% en cours de séance). La bourse de Malaisie perd 4.2% le jeudi, celle de Hongkong 5% le seul vendredi. Le même jour, celle de Djakarta (Indonésie) perd 7%. Les monnaies plongent dans le même mouvement. Seule l'intervention (de plusieurs centaines de millions de dollars) du sultanat de Brunei permet d'empêcher la séance du 29 août de finir en catastrophe complète.

Après la Malaisie, l'Indonésie tente, le premier septembre, de limiter le volume des transactions sur les monnaies: la roupie indonésienne chute de 4,5% en une seule séance face au dollar. Le même jour, nouvelle chute de Hongkong. La Banque des Règlements Internationaux doit annoncer qu'elle met à disposition une aide d'urgence pour la Thaïlande. Dernier coup: le gouvernement malais annonce qu'il va lever 20 milliards de dollars pour soutenir les cours, le 4 septembre, en recourant à l'emprunt (c'est à dire: éteindre le feu en l'arrosant de pétrole). La chute en séance atteint les 10%. Le gouvernement doit supprimer les limites aux transactions financières pour limiter les dégâts. Parallèlement, le gouvernement Indonésien renonce à des mesures similaires.

De nouveaux soubresauts ne sont pas à exclure, même si les "analystes" (les mêmes qui encensaient le "miracle asiatique") considèrent qu'à l'étape actuelle, la crise est passée.

PREMIERS ÉLÉMENTS DE BILAN

Les dégâts sont considérables. Par rapport au début de l'année, la chute des cours au premier septembre était la suivante : Bangkok : -54,6%, Manille : -44,6%, Kuala Lumpur : -43,7%, Djakarta :-37,6%, Singapour : -24,7%.

Au seul mois d'août, des masses de capitaux fictifs se sont volatilisés. Selon <u>Le Monde</u> du 5 septembre, ce sont 200 milliards de dollars qui out disparu, "soit l'équivalent de la richesse annuelle d la Malaisie, de singapour et des Philippines réunis". Alors même que la crise monétaire peut encore rebondir, un brutal ralentissement éconoique est à l'ordre du jour dans la région.

La compétitivité accrue des exportations des pays de la zone, suite aux dévaluations, ne peut compenser l'accroissement brutal du poids de la dette (publique comme privée) et surtout la contraction du crédit avec la volatilisation du "capital" fictif aui servait de base, crédit qui, comme le rappelait Marx, est à

la fois un des béhicules les plus efficaces des crises et de la spéculation mais aussi le moyen le plus puissant de faire dépasser à la production capitaliste ses propres limites.

C'est l'ensemble des pays de la région qui s'engage dans la voie suivie depuis 1990 par le Japon, où la crise de l'immobilier a débouché sur une crise bancaire et boursière qui a plongé le pays dans une stagnation économique dont il ne s'est sorti que provisoirmeent. Mais aucun de ces pays n'a, et de loin, les ressources financières immenses du Japon pour faire face.

Enfin, ce violent coup de frein économique va avoir des répercussion sur les impérialismes dominants : en ralentissant leurs exportations dans cette zone et les États-Unis, mais aussi l'Allemagne et les pays d'Europe dont la croissance économique actuelle est d'abord tirée par les exportations.

UNE SITUATION INSTABLE ET MENACANTE

La crise monétaire et financière de l'Asie du Sud-Est n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Au contraire, elle souligne avec force que c'est l'ensemble de l'édifice financier mondial qui paraît au bord de l'effondrement, en même temps qu'elle peut précipiter un tel effondrement.

Sur l'ensemble du mois d'août, un mouvement de baisse s'est affirmé sur l'ensemble des places financières mondiales. Franckfort a perdu 12%, Paris 10%, New-York 7,3%. Ont suivi quelques fortes hausses brutales, mais une telle situation est intenable : si la spéculation ne peut se développer encore, alors, sous des formes qu'on ne peut prévoir, un krach boursier est inévitable dans de courts délais.

La comparaison avec l'année 1929 s'impose à tous. Ainsi, <u>l'Expansion</u> écrivait dns son numéro de rentrée :

"Certains célèbrent même l'avènement d'une "nouvelle ère" sans se rappeler que l'on avait baptisé ainsi la période de prospérité (temporaire) de la fin des années 20. À l'époque aussi, on croyait que le cycle des affaires était jugulé. L'expansion se poursuivait sans inflation...apparente, car elle s'était enrièrment déversée sur les actifs financiers." Plus que jamais, la situation du système capitaliste est instable et menaçante. La faille viendra-t-elle du Japon? Sa croissance au second trimestre a été négative de 2,9%, ce qui en rythme annuel correspond à un recul du PIB de...11,2%! Et encore, la crise des pays d'Asie n'avait pas encore eu lieu.

Or le Japon est une pièce maîtresse du système financier mondial. Les capitalistes japonais détiennent une part décisive des bons du trésor américain. Le Japon est la principale source du gonflement récent de la sphère du capital fictif: les taux d'intérêts extrêmement bas qu'on y trouve nourrissent un flot gigantesque de yens qui inonde les marchés financiers (c'est le "Carry Yen Trade": l'achat bon marché de yens qui sont placés immédiatement dans d'autres devises plus rentables). Sa situation risque de précipiter une crise majeure et décisive.

Mais une chose est certaine : même si la crise financière qui a frppé en Asie du Sud devait ne pas déboucher à court terme sur une telle crise dévastatrice, elle s'inscrit comme une nouvelle étape dans la seule perspective qu'offre le mode de production capitaliste : une folle course vers l'effondrement.

Le 14/09/97

RETRAIT IMMEDIAT DU PROJET DE LOI RELATIF AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Le projet de loi sur le "développement d'activités pour l'emploi des jeunes" a été adopté par le conseil des ministres le 20 août. Prétextant une "lutte contre le chômage des jeunes", ce texte est une attaque frontale contre le statut des fonctionnaires, les conventions collectives, les acquis en matière de contrat de travail, les qualifications. Par ailleurs il est le prélude à la "conférence sur les salaires ,l'emploi et la réduction du temps de travail", il en indique le contenu et illustre la volon-

té du gouvernement de type Front populaire de poursuivre sur la voie tracée par le gouvernement Chirac-Juppé. Ainsi dans un entretien au <u>Financial-Times</u>, D Strauss-Kahn regrettait qu' "avec les gouvernements précédents "de nombreuses réformes de structures n'ont pas encore été menées à bien ,dans le secteur bancaire ,sur le marché du travail ou pour le système de protection social." (<u>Le Monde</u> 24 juillet 97).

LES PAYS-BAS: MODÈLE DE JOSPIN

Pendant la campagne électorale ,dans une tribune de <u>Libération</u> (17-18 mai 97) intitulée "un pacte pour l'emploi", Lionel Jospin écrivait:

"Les Pays-Bas nous indiquent la route à suivre .Ce petit pays, très ouvert à la concurrence internationale et très dépendant, a néanmoins divisé son chômage par deux en quinze ans.(...) Nul miracle dans ce résultat. Seulement la volonté partagée par tous les acteurs économiques de donner la priorité à l'emploi, de le faire en réduisant rigoureusement la durée du temps de travail et d'en répartir de manière équitable le coût. Voilà la direction que nous nous engageons à suivre (...) un pacte national est donc nécessaire ".

En 1982, les syndicats hollandais signèrent un accord à Wassenaar, acceptant la "modération salariale" en échange d'une réduction progressive du temps de travail. En 10 ans, 700 000 emplois auraient été créés mais le "coût du travail" a baissé de 30%. Le taux de chômage est de 70% si 'l'on tient compte des seuls chômeurs enregistrés. Mais l'OCDE l'évalue à 27% en incluant le chômage déguisé. La part des emplois à temps partiel est passée de 15 à 36% du nombre total des emplois (60% des femmes travaillent à temps partiel), l'intérim a triplé. L'assurance-maladie a été privatisée. À cela, il faut ajouter qu'une "vigoureuse réduction des dépense budgétaires"

a été opérée depuis 1982; le gouvernement prévoit une réforme fiscale (en particulier une augmentation de la TVA de 17,5 à 19%).

La Confédération patronale NNO-NNW se réjouit de ce que la presse française nomme "le miracle hollandais" :

"Les changements intervenus dans les domaines de la modération des coûts salariaux, de la baisse des impôts et des charges sociales, de la flexibilisation et autre débouchent sur une amélioration substantielle de la rentabilité à un niveau sur lequel les Pays-Bas peuvent mieux se mesurer internationalement"

Dans une interview donnée au <u>Figaro</u>, le 21/11/96, le ministre des finances hollandais exultait : "Nous avons des syndicats magnifiques!"

La réduction de la valeur de la force de travail mise en œuvre avec la collaboration des dirigeants syndicaux, telle est pour Lionel Jospin, la marche à suivre. Tel est le contenu du "pacte national" auquel le gouvernement entend associer les Confédérations syndicales. Les tables rondes réunies cet été et la Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail prévue au début de l'automne sont les moyens d'y parvenir.

"EN AUCUN CAS DES POSTES DE FONCTIONNAIRES" (LIONEL JOSPIN)

Le projet de loi "développement d'activités pour l'emploi des jeunes" anticipe sur le contenu de la "conférence".

"D'ici à la fin de 1998, les pouvoirs publics espèrent que 150 000 jeunes pourront ainsi trouver un emploi. Le coût total de ces emplois sur trois ans s'élèvera à 35 milliards de francs. Ces emplois d'une durée maximale de cinq ans s'adresseront aux moins de 26 ans et aux moins de 30 ans qui n'ont jamais travaillé suffisamment longtemps pour bénéficier d'une allocation de chômage (en deçà de 4 mois par an)-, quelque soit leur niveau de qualification. Ils seront rémunérés sur la base du SMIC (5240F net par mois), le montant de

l'aide de l'État (...) étant fixé à 80% du SMIC (charges sociales comprises) (...) (Le Monde 21 août 97)

Ainsi, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet maintient la suppression de 5000 postes de la Fonction publique décidées par le gouvernement Chirac-Juppé pour l'année 1997 ; il annonce zéro création de poste au budget 1998. Il ferme le recrutement sur poste de fonctionnaires et annonce qu'il utilisera à bas prix, de manière précaire des milliers de jeunes qui seront contraints par le chômage d'accepter ses conditions.

UN POINT D'APPUI POUR LE PATRONAT

Le Monde poursuit :

"À l'exception des 15 000 ou 20 000 postes d'adjoints de sécurité (auxiliaires de la police nationale - et dont, selon Les Échos du 31 juillet, certains seraient armés)-embauchés par l'État sur des contrats de droit public pour une durée de cinq ans non renouvelable, il s'agi-

ra de contrats de droit privés. Un nouveau type de contrat à durée déterminée va ainsi faire son apparition".

Ce type d'embauche ouvre la voie à la privatisation de la Fonction publique. Ce projet est une réponse directe à la demande du patronat d'allonger à 5 ans la durée des CDD (la

durée actuelle d'un CDD ne peut excéder 24 mois). C'est la voie qui mène à la disparition totale des contrats à durée indéterminée (CDI).

Ainsi, selon les Échos (4 août 97)

"Force Ouvrière craint que "la création d'un nouveau type de contrat de travail prévu dans le public pour le plan emploi-jeunes du gouvernement n'encourage les employeurs du privé à revendiquer le contrat d'activité (CDA) proposé par le CNPF".

(Combattre pour le Socialisme n° 66 et 67 a consacré deux articles aux projets de la bourgeoisie contre les acquis en matière de réglementation du travail. Parmi ces projets le "contrat d'activité" proposé par la commission Boissonnat. Nous y renvoyons les lecteurs).

<u>Le Figaro</u> du 29 juillet a publié un entretien avec G. Sarkozy, animateur d'un groupe de travail de la commission sociale du CNPF: "le contrat d'activité serait un bon moyen d'expéri-

menter une libéralisation des conditions d'embauche et de licenciement." Selon ce journal, expérimenté pour une durée de 4 ans, le CDA serait réservé aux jeunes et aux demandeurs d'emplois; il pourrait être interrompu sans difficulté pendant les deux premières années; le salarié en CDA ne serait pas pris en compte pour la détermination des "seuils sociaux" (notamment l'instauration d'un comité d'entreprise à partir de 50 salariés); au bout de deux ans d'ancienneté, continue ou non dans l'entreprise, de CDA deviendrait automatiquement (sic!) un CDI.

À juste titre Force Ouvrière indique qu'un tel contrat "vise à destructurer le Code du Travail" et "évite l'application des conventions collectives (période d'essai) et permet d'échapper à la jurisprudence prudhommale (idem)"

Plus aucune garantie, plus aucun statut pour les travailleurs concernés!

UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES QUALIFICATIONS

Ce projet de loi met directement en cause le statut dans la Fonction publique (État, collectivités territoriales, hospitalière) et celui des entreprises publiques (SNCF), ainsi que le Code du travail et les conventions collectives. Il vise à détruire l'acquis que représente la reconnaissance des qualifications sur la base de diplômes nationaux et concours nationaux.

Le 20 août la ministre M. Aubry a présenté une liste de "22 nouveaux emplois" établie par une commission où siégeaient de notables experts bourgeois (un ancien PDG d'Air Inter, J.B. de Foucauld) mais aussi deux maires et deux députés du PCF et du PS.

Ces "nouveaux métiers" correspondraient à de "nouveaux services", qui n'ont de nouveaux que l'épithète. En réalité, ils correspondent pour l'essentiel à des missions que les administrations, les hôpitaux, les établissements publics n'assurent plus, ou mal, par manque de personnel.

Pour une autre part, "nouveaux services et nouveaux métiers" visent directement à la mise en œuvre de "la réforme de l'État" Cela est particulièrement vrai dans l'enseignement public où les 75 000 "emplois-jeunes" annoncés par C. Allègre seront mis au service du "dégraissage du mammouth"- destruction du

corps des enseignants- et de la "réforme scolaire" visant à mettre au plus tôt les élèves sous la coupe du patronat. Les intitulés des prétendus "nouveaux métiers" (cf <u>Le Monde</u> 21 août 97) montrent œ double angle d'attaque.

- contre l'embauche d'enseignants qualifiés : "coordonnateur du soutien scolaire", "coordonnateur des projets éducatifs"
- contre l'embauche d'assistantes sociales et le développement des PMI (Protection Maternelle et Infantile), des centres sociaux : "coordonateur petite enfance, faciliter la réinsertion lors de la sortie de l'hôpital, offrir une médiation familiale"
- contre l'embauche de médecins, d'infirmières, d'aides soignants : "accompagner les personnes dépendantes".
- Contre l'embauche d'agents à la SNCF, dans les transports publics: "agent de prévention et d'ambiance" (autrement dit des vigiles type "Rambo" ou "harki" selon les cas)

Enfin la description de certains de ces "nouveaux métiers" montre à l'évidence que leur plein exercice nécessiterait une haute qualification alors que le projet de loi prévoit que ceux qui les assumeront seront sous-payés et recrutés non sur la base de diplômes et concours mais au "profil", sur "bilan de compétences", "à la tête du client".

LE SOUTIEN DU PCF, DU PS

<u>L'Humanité</u> du 21 août titrait en première page: "emploi des jeunes, une porte s'ouvre.". P.Blotin, membre du secrétariat, déclarait: "Nous apprécions positivement le projet du gouvernement pour l'emploi des jeunes. (...) Des interrogations, des inquiétudes s'expriment. L'on redoute que ce projet ouvre la porte à de nouvelles déréglementations du travail."

Par avance R. Hue avait exigé l'application du plan :

"Le 11 juillet, un élu du val de Marne, nommé Robert Hue, a écrit au ministère de l'Intérieur (...) "le bureau de police de Montigny (...) ne dispose plus que de 7 agents. Le député en appelle à la déclaration de politique générale du premier ministre et à la jeunesse de "la création de 35 000 emplois affectés à la sécurité de proximité" pour que les moyens supplémentaires soient

débloqués dans les meilleurs délais". (Le Monde 9 août 97).

Le groupe parlementaire du PS s'inscrit dans une logique d'amendements aggravant encore le caractère réactionnaire du projet de loi : "pour combler quelque silence du texte, " le groupe PS devrait en outre déposer un certains nombres d'amendements. Le cosinancement des 20% restant à la charge des employeurs, par exemple par le biais de coopérations intercommunales, sera rendu possible, tout comme le groupement d'employeurs, à travers des formules de temps partagé. (C'est la reprise du contrat d'activité proposé par le rapport Boissonat) Un amendement "offrirait" la possibilité de cumuler partiellement un emploi-jeune avec une activité dans le secteur marchand". (La Tribune 28 août 97).

LA COLLABORATION DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

La critique de Force Ouvrière ne conduit pas cette confédération à exiger le retrait du projet de loi. Marc Blondel bien au contraire approuve :

"Le dispositif ressemble étrangement aux TUC sauf que l'intervention financière est plus importante et semble donner des garanties". (Europel le 30 juillet)

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le 26 août 97, L. Viannet explique :

"l'apparition d'une nouvelle forme d'emplois privés, précaires dans l'emploi public légitime nos craintes quant aux effets de substitution aux embauches statutaires et encourage le CNPF dans son exigence d'une véritable institutionnalisation de la précarité et de la flexibilité. La CGT fera tout pour que ces emplois soient rapidement pérennisés et continuera d'exiger la transformation d'emplois précaires - comme les CES-en véritables emplois".

La confédération CGT accepte donc ce plan à l'image de l'ensemble des dirigeants syndicaux de la SNCF. Sous le titre : Rencontre inédite sur l'emploi entre direction et syndicats <u>l'Humanité</u> (18 juillet 97) rapporte :

"Le 10 juillet J.C.Gayssot, le nouveau ministre des transports, annonçait la création de 2 000 emplois à la SNCF [dont 1 000 du plan "emploi-jeunes"]. Hier au siège de l'entreprise publique, direction et syndicats ont «examiné la mise en œuvre » des mesures impulsées par le ministère."

Pour sa part, l'UGFF-CGT "estime qu'en l'état actuel, le projet de loi comporte des risques pour les garanties statutaires pour la Fonction publique". Mais au lieu d'exiger le retrait immédiat du projet de loi , elle propose de le "faire bouger (sic).

Quant à la FSU, la lettre adressée au premier ministre le ler août par son secrétaire général propose une collaboration directe à la mise en oeuvre de la destruction des statuts des personnels de l'Enseignement public : "Les 350 000 "emploisjeunes" dont vous avez décidé la mise en place ne pourront constituer une évolution d'avenir pour les jeunes que s'ils s'inscrivent dans une politique globale de l'emploi privé et public (...) nous insistons "très fortement sur les condition qui doivent accompagner la mise en place de ces emplois(...)"

M.Deschamps énumère ensuite sur plus de deux pages, dix propositions pour la mise en place de ces "emplois". Et il poursuit :

"Nous souhaitons que l'ensemble du dispositif fasse l'objet d'un rendez-vous bilan annuel, impliquant les grands secteurs d'embauche concernés. Ces dix points ne sont pas pour nous des préalables fixés à partir d'a-priori mais des conditions concrètes d'application qui permettront de mettre le maximum de chances du côté des jeunes et de faire pleinement adhérer les services publics et leurs personnels."

<u>Le Monde</u> du 1^{er} août titrait : "les syndicats s'interrogent sur le plan emploi-jeunes". En réalité leurs postures jésuitiques et interrogatives sont la couverture de leur soutien réel au projet de loi du gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Zuccharelli. Toutes les Fédérations reprennent à leur compte les objectifs du patronat : "la lutte pour l'emploi". Mais la "lutte pour l'emploi", c'est la défense du système capitaliste : ce sont les termes utilisés par le patronat pour exiger le développement de la flexibilité sous toutes ses formes, la destruction des acquis ouvriers afin de faire baisser la valeur de la force de travail et le pouvoir d'achat des masses.

RETRAIT IMMEDIAT DU PROJET DE LOI! RETABLISSEMENT DES POSTES DE FONCTIONNAIRES SUP-PRIMÉS! CREATION MASSIVE DE POSTES DE TITULAIRES

Le projet de loi "Emploi-jeunes" est le prélude à la Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail. Cette conférence a pour objectif d'associer les Confédérations syndicales à une vase offensive contre les acquis des travailleurs, les conditions de travail, les salaires.

La responsabilité des dirigeants syndicaux est totale :

- Assez de participation-concertation!
- Rompez avec le gouvernement!
- Boycottez la Conférence nationale sur l'emploi et toutes les réunions préparatoires !

Aux dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN, de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, il faut adresser l'exigence suivante :

- le projet de loi "Emploi-jeunes" n'est ni amendable ni négociable. Prononcez-vous clairement pour :
- Retrait immédiat du projet de loi relatif au "développement d'activités pour l'emploi des jeunes!
- Rétablissement immédiat des postes de fonctionnaires supprimés!
- Création massive de postes de titulaires!

Votre responsabilité, c'est de réaliser le Front unique, d'appeler à la manifestation à l'Assemblée nationale pour imposer au PS et au PCF majoritaires à l'Assemblée <u>le retrait du projet de loi "Emploi-jeunes"</u>, le rétablissement et la création massive de postes statutaires.

7 septembre 1997

Depuis que ce texte a été écrit, le gouvernement a fait voter par l'Assemblée nationale, en première lecture ce projet de loi qui est un coup porté contre l'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière. La responsabilité des appareils syndicaux est totale. Plus que jamais il faut réaffirmerl'exigence ; dirigeants de FO, de la CGT, de la FSU, de la FEN, de l'UNEF-ID, de l'UNEF-SE

- Rompez avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet!
- Boycottez toues les réunions de participation-concertation !.

RENAULT-VILVORDE: LE GOUVERNEMENT AUTORISE LA LIQUIDATION, LES LICENCIEMENTS AVEC LA COMPLI-CITÉ DES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Le 27 Évrier 1997, le groupe Renault annonce que le site de Vilvorde (qui emploie 3100 travailleurs près de Bruxelles) fermerale 31 juillet. Depuis plusieurs mois, Renault et Peu

geot pressaient le gouvernement Chirac-Juppé de financer un plan de 40 000 suppressions d'emplois par préretraites étalés sur 6 ans et une embauche de 14 000 jeunes.

LE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE, C'EST LE PROFIT MAXIMUM

Après Peugeot en 1991, Renault a été en 1992 le constructeur le plus rentable du monde, "le success story de l'automobile européenne" (Le Monde - 7/3/1997). En 1996, leur compétitivité s'est effondrée. Pourtant, les restructurations et mesures de "rationalisation" n'ont pas cessé; les effectifs ont été divisés par deux en 15 ans, la productivité des travailleurs a augmenté en raison inverse. Ce sont les concurrents qui brillent désormais.

Par exemple, Volkswagen dont beaucoup de bureaucrates syndicaux citent comme exemple à suivre l'accord sur la semaine de 4 jours. En signant cet accord, le syndicat IG-Metall a permis au patron de faire subir aux travailleurs une flexibilité extrême, de procéder à des licenciements massifs mais dégui-

sés et à une baisse de la valeur de la force de travail! Pour les patrons, c'est la seule voie possible parce que c'est la recherche du profit qui est déterminante.

Devant l'ampleur du coût du plan de préretraites - 40 milliards de francs - le gouvernement Chirac-Juppé avait répondu non à la demande de Renault et de Peugeot.

Le 4 mars, Renault confirme la suppression de 2764 postes et 1032 reclassements en France. Ce sont 6000 postes qui sont à supprimer cette année en France et en Belgique. Le PDG, L. Schweitzer déclare: "Nous sommes sur une pente de 3000 suppressions de postes par an en France" (1). L'action Renault grimpe de 12% à la Bourse de Paris.

L'ORIENTATION NECESSAIRE

Face à cette offensive de la direction de Renault, une revendication s'impose pour l'ensemble des ouvriers et employés du groupe Renault : <u>Aucun licenciement ! aucune suppression d'emploi !</u>

"La responsabilité des dirigeants syndicaux (de la CGT, de FO..) du groupe Renault, c'est de réaliser l'unité sur cette revendication. Cette revendication n'est pas négociable. Leur responsabilité, c'est d'appeler et d'organiser la grève générale du groupe jusqu'à satisfaction!" (Déclaration de Comité pour la

Construction du Parti ouvrier révolutionnaire du 13/3/97 - Cf. CPS n° 67)

Cela est totalement contradictoire avec les intérêts des capitalistes. La satisfaction des revendications de la classe ouvrière est contraire à la 'bonne santé' des entreprises capitalistes. C'est pourquoi elles ne peuvent être conquises durablement sans être mécaniquement remises en cause en régime capitaliste. Prétendre l'inverse, c'est le propre des appareils syndicaux traîtres.

"LIEUTENANTS OUVRIERS DES CAPITAINES D'INDUSTRIE"

Le 2 mars, dans un communiqué commun, CGT, CFDT, CFTC avec la Fédération générale des travailleurs belges et le syndicat chrétien belge déclarent "s'opposer fermement à cette décision scandaleuse (...). Ils appellent les travailleurs français de Renault à refuser le transfert des productions de Renault Vilvorde (...) Les syndicats français expriment leur solidarité (...) Les syndicats français soutiendront toutes les actions des syndicats belges en France".

Les dirigeants allument un contre-feu pour empêcher une mobilisation générale contre la décision dévastatrice de Renault. Le reste de la déclaration cherche à empêcher toute action de classe en asservissant les travailleurs aux institutions bourgeoises, aux organismes de concertation et à leur respect (recours à la Commission européenne, "utilisation de tous les moyens juridiques face à une violation des directives européennes", appel au comité de groupe européen, au Comité Central d'Entreprise..). Ils appellent leurs collègues (sic!) espagnols et slovènes à rejoindre cette position.."

Pour le secrétaire général de la Édération des métaux FO, "il faut arrêter de diaboliser Schweitzer"!

DISLOCATION

Actions bidons vont se succéder. Le 7, euro-grève d'une heure en Belgique, France et Espagne. Le 11, euro-manifestation : 8000 Belges, Français et Espagnols, devant le siège à Boulogne-Billancourt, au moment de la réunion du comité de groupe européen de Renault. En tête est déployée la banderole du "comité de groupe européen Renault pour l'emploi et la réduction massive du temps de travail".

Le 14, CGT, CFDT, CFTC, Csc et FGTB appellent en commun à une "semaine d'actions (...) avec un temps fort le 20 mars, jour du conseil d'administration de Renault". Pas une fois, la revendication de pas une suppression de poste, aucun licenciement n'est avancée.

LES "35 HEURES"

La "revendication" des dirigeants syndicaux, c'est "l'ouverture immédiate d'une négociation pour une réduction massive du temps de travail (...) permettant le maintien des emplois et la mise en place d'alternatives industrielles" (lettre ouverte au premier ministre belge signée par ces organisations plus l'UGT et les Commissions ouvrières d'Espagne).

Pour la CFDT, il s'agit d'appliquer purement et simplement la loi de Robien. Les dirigeants de la CGT demandent "les 35 heures sans diminution de salaire".

Le journal patronal <u>Les Echos</u> (Point de vue - 5 & 6/9/1997) rappelle à quelles conditions les "partenaires sociaux" peuvent "négocier" une réduction du temps de travail : "La réduction envisagée doit impérativement se coupler avec un effort particulièrement intense de productivité et de compétitivité, donc de réorganisation du travail, de développement de la polyvalence et la flexibilité interne... et donc d'annualisation-modulation (...) Elle entraînera une politique salariale particulièrement restrictive pour cinq ans au moins." Par dessus le marché, les patrons ne garantissent aucune création d'emploi!

Ainsi, les dirigeants de la CGT retournent une revendication traditionnelle (le droit au travail) contre le prolétariat : œ qu'ils proposent aux patrons de "négocier", c'est la surexploitation des travailleurs.

S'il en est ainsi, c'est parce que leur orientation est celle de la défense des entreprises, du capitalisme français : J.L.Fournier, secrétaire confédéral l'exprime sans ambages :

"Dans la métallurgie, les restructurations peuvent être remises en cause grâce à une série d'éléments nouveaux. Que voit-on par exemple chez Renault, Thomson ou Alcatel? La recherche de la baise des coûts à tout prix est une dominante de la part du patronat dans un but tout à fait étroit, sans avenir. Dans l'automobile, l'informatique est incluse de façon toujours plus importante dans le système de production et dans le produit lui-même. Si les salariés de ces entreprises ne sont pas formés, notre industrie automobile est vouée à l'échec. En investissant en revanche, dans les hommes, nous resterons dans la cour des grands". (L'Humanité 27/03/97)

LES TRAVAILLEURS DE VILVORDE ISOLÉS

Dès l'annonce de la décision de Renault, les travailleurs ont occupé l'usine. Euro-manifestation, euro-grèves, "temps forts", actions commando, etc.. les dirigeants des syndicats belges conjuguent leurs efforts avec ceux des dirigeants français pour mener les ouvriers de Vilvorde dans l'impasse. Le 16 mars, 70 000 manifestants à Bruxelles. Les dirigeants belges, avec le soutien de la CGT et de la Confédération européenne des syndicats, réclament une "Europe sociale", légitimant l'Europe des capitalistes. L. Viannet, M. Blondel. N. Notat et A. Deleu (CFTC) défilent, bras dessus, bras dessous. L. Jospin et R. Hue, présents, apportent leur soutien à cette opération.

Les dirigeants syndicaux appellent à la reprise du travail. Malgré une forte opposition ouvrière, ils réussissent à organiser un référendum, le 10 avril, et un vote pour la reprise du travail. Le travail reprend (au ralenti) le 14. Puis ils finissent par imposer un référendum, le 26 mai, en faveur d'un 'plan social'. Le désarroi pousse la majorité à accepter que les dirigeants 'négocient' la fermeture de l'usine. Une minorité reste partisan d'une grève illimitée.

Après coup, K. Gacoms, dirigeant FGTB, déclarera au Monde (24/7): "Nous n'avons pas su convaincre les travailleurs de notre stratégie, surtout lorsque nous avons appelé à la reprise du travail en avril", tout en cherchant misérablement à se disculper: "Fin mai le syndicat chrétien a provoqué un référendum pour nous obliger à négocier un plan social", il fait porter la responsabilité aux travailleurs: "les gens n'ont pas compris! Résultat, l'usine fermera comme prévu le 31 juillet."

ELECTIONS ANTICIPEES

Quand le PDG Schweitzer annonce la décision de fermer Renault Vilvorde, le gouvernement Chirac Juppé est en voie d'infliger une défaite à la classe ouvrière, en faisant passer la loi Debré (en quelques semaines, éclatement de la SNCF, suppression du décret protecteur de 1937 dans les banques, acceptation unanime par les organisations enseignantes et étudiantes de la 'réforme' destructrice' de l'enseignement supérieur...). La responsabilité de cette défaite incombe au PS, PCF et à l'ensemble des responsables syndicaux. C'est dans

ces conditions que la politique des appareils syndicaux réussit à paralyser les ouvriers de Renault, à isoler les travailleurs de Vilvorde de l'ensemble du groupe.

Chirac décide alors de pousser l'avantage et de provoquer des élections législatives anticipées. La vaste opération européenne de bousille des possibilités de combat (là est la véritable signification des "euro-grèves", "euro-manifestations") dans un secteur tel que Renault ne pouvait que le rassurer.

APRES LE 25 MAI ET LE 1ER JUIN, UNE SITUATION NOUVELLE

Chirac se préparait, après sa victoire, à engager une offensive générale pour liquider tous les acquis ouvriers. La classe ouvrière, la jeunesse, en votant pour les candidats présentés par le PS et le PCF, l'en ont empêché.

Son écrasante majorité sortante, RPR-UDF, est en déroute. Chirac est battu. Il est maintenu chef de l'Etat; PS et PCF lui reconnaissent le privilège de nommer le chef du gouvernement. Mais avant même que Chirac ait désigné L. Jospin premier ministre, J. Calvet, PDG de Peugeot, annonce un plan de réduction de 2816 emplois.

Le 2 juin, le grand capital est entré en scène : c'est lui qui a fixé l'ordre du jour.

UN GOUVERNEMENT AUX ORDRES DU CAPITAL

Le 6 juin, (à Malmö, lors de la réunion des partis socialistes européens), L. Jospin déclare : "Je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle".

Au lendemain de la défaite de Chirac, Renault concentre les questions politiques. Les revendications des ouvriers et employés de Renault, de l'ensemble de la classe ouvrière sont : aucun licenciement, aucune suppression d'emploi, non à la fermeture de Vilvorde.

Qui peut satisfaire ces revendications? En aucun cas un gouvernement bourgeois au service du capital en crise. Le gouvernement bourgeois de type Front populaire dirigé par L. Jospin a donné le feu vert à la direction de Renault: les licenciements seront maintenus, Vilvorde sera fermé sous réserve de quelques précautions. En effet, il est politiquement décisif pour ce gouvernement que Vilvorde soit fermé, le plan de licenciement du groupe Renault appliqué: c'est un avertissement brutal donné à la classe ouvrière à qui l'on signifie qu'aucune revendication ne sera satisfaite; c'est un gage donné à la bourgeoisie.

À la demande du gouvernement, le Conseil d'administration de Renault, charge le 10 juin "un expert extérieur et indépendant de chercher une solution qui pourrait être alternative à la fermeture annoncée". L'opération ne vise qu'à temporiser, à donner du temps à la "négociation" sur les conditions de fermeture de l'usine, à cautionner la position du patronat de Renault.

Le PCF approuve. Les dirigeants des syndicats se félicitent qu'il sit possible de "faire entendre les propositions alternatives des syndicats" (CGT).

La grève générale des usines Renault se combinant avec l'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale donnerait une formidable impulsion à la lutte des classes. Les dirigeants syndicaux en sont parfaitement conscients, c'est pourquoi jusqu'au bout, ils vont interdire toute possibilité de mobilisation de la classe ouvrière.

LIQUIDER VILVORDE

Le 9 juin, la grève repart à Vilvorde. Par reconductions successives, elle durera jusqu'à fin juin. Les dirigeants syndicaux, eux, rencontrent "l'expert". "D'ores et déjà, ils indiquent qu'ils ne refuseraient pas par principe d'évoquer une diminution des rémunérations" (Le Monde - 14/6). Enjoués, ils n'oublient pas les bonnes manières et badinent ("Il y a des femmes charmantes et intelligentes en France").

Les "négociations" débutent le 24 juin ; le 28, le rapport "d'expertise" en mains, le conseil d'administration confirme la fermeture de Vilvorde. Pour le délégué central CGT, le rapport "c'est encore pire que ce que l'on imaginait. Il préconise une réduction du temps de travail avec plus de flexibilité, y compris la baisse des salaires, tout en annonçant les baisses d'effectifs comme inéluctables".

Pour le PCF, "au nom des députés communistes", A. Bocquet

demande à L. Jospin "non pas pour contester sa politique, mais pour l'aider (...) d'engager les concertations sur le maintien de l'activité de l'usine de Vilvorde". A l'intérieur du PS, certains, comme Y. Galut (Gauche socialiste), sont poussés à se démarquer: "Je n'ai pas été élu pour ratifier le pacte de stabilité ou pour approuver la fermeture de Vilvorde". Mais la Gauche socialiste se garde bien de se prononcer par "aucun licenciement". Elle propose des solutions alternatives allant dans le même sens que celle de la CFDT et de M. Aubry (accroître la flexibilité au nom du maintien de l'emploi).

Devant les députés du PS, L. Jospin entend boucler l'affaire : "J'ai tenu mon engagement : rouvrir le dossier" et leur rappelle qu'ils sont "surtout là pour soutenir le gouvernement et défendre sa politique.."

"Heureux présages !", commente <u>le Figaro</u> et le <u>Wall Street</u> <u>Journal</u> Élicitera Jospin de son comportement.

A NOUVEAU : "DIRIGEANTS SYNDICAUX DU GROUPE RENAULT, VOTRE RESPONSABILITE EST TOTALE.."

A Vilvorde, le 4 juillet, les 3000 travailleurs, réunis en assemblée générale, conspuent le projet d'accord mis au point avec la direction de Renault que les dirigeants syndicaux leur présentent. Ce qu'ils leur demandent, c'est d'approuver la fermeture de l'usine et les suppressions d'emploi, toute la panoplie habituelle pour déguiser les licenciements : primes au départ, "préretraite", promesses de reclassement, chômage économique...

Après le rejet de l'accord, la colère des ouvriers face aux dirigeants syndicaux qui veulent leur faire accepter, il est nécessaire à nouveau de projeter l'orientation : "Dirigeants syndicaux du groupe Renault, appelez et organisez la grève générale du groupe pour aucun licenciement, aucune suppression d'emploi, non à la fermeture de Renault-Vilvorde" (déclaration du Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, le 5/7/97)

Mais les travailleurs de Vilvorde vont rester isolés. Les dirigeants syndicaux ont réussi à verrouiller dans les usines en France. Pas un mouvement ne va surgir, on peut rappeler que parallèlement et dans la plus grande discrétion, les dirigeants syndicaux français de Renault participaient à l'élaboration d'un projet patronal de développement du "temps partiel".

LA LIQUIDATION DE L'USINE DE VILVORDE

Le 10 juillet, Renault présente une "ultime proposition de plan social". Les responsables syndicaux donnent du relief au chantage utilisé par la direction : en cas de rejet par les travailleurs, ce sera la mise en faillite de l'entreprise de sa position, ce qui limiterait les indemnités au minimum. La tension est extrême. Les responsables de la FGTB doivent faire avaler le plan aux ouvriers ("Nous devons tenir compte qu'il s'agit

d'une ultime proposition"), tout en qualifiant cette "proposition" "d'inacceptable"! Maintenant, il faut en finir avec la résistance des travailleurs, qu'ils disent oui aux décisions du patron. Le 17, 1'AG est houleuse. Le 18, 9 employés et cadres sur 10 participent à une "consultation" et disent oui à 95%. Et le 22, 8 ouvriers sur 10 votent au référendum et se font extorquer leur "accord" à 92 %, selon les chiffresofficiels.

Le 24, les responsables syndicaux signent le plan. Le 4 septembre, la dernière Renault est sortie des chaînes de Vilvorde.

La liquidation de Vilvorde n'est qu'une première étape. La concurrence entre "constructeurs" automobiles est Éroce. Les surcapacités mondiales sont chiffrées à 15-18 millions de véhicules. Pour ne pas sombrer et disparaître, Renault et Peugeot doivent appliquer en permanence des mesures brutales contre les travailleurs qui inévitablement engageront le combat en défense de la valeur de leur force de travail, de leurs acquis. La

lutte des classes soulèvera des question essentielles : comment imposer aux dirigeant syndicaux de rompre avec la participation, de rompre avec la bourgeoisie ? Comment leur imposer le Front unique des organisations syndicales contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet, gouvernement de défense du capitalisme français ? De quel gouvernement la classe ouvrière et la jeunesse ont-elles besoin ?

De la lutte nécessaire du prolétariat pour sa survie surgira la question déterminante du Parti ouvrier révolutionnaire.

Schweitzer ne tient évidemment pas compte des conséquences automatiques de telles mesures sur les travailleurs employés par les sous-traitants.

Il y a une différence de nature entre la CGT, FO, la FGTB, organisations constitutives de la classe ouvrière, et la CFDT, la CFTC et le SCB - qui, pour regrouper des travailleurs, n'en restent pas moins des instruments créés par la hiérarchie catholique contre la classe ouvrière. Ce sont des organisations ennemies du mouvement ouvrier et les Notat et autres remplissent normalement leur fonction contre-révolutionnaire.

L'ENSEIGNEMENT PUBLIC AU COEUR DE L'OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Dans les écoles, collèges, lycées, lycées professionnels, partout, les enseignants expriment leur indignation et leur colère contre les déclarations diffamatoires de Claude Allègre qui s'en prennent, au-delà de leur conscience professionnelle, au cadre même de leur métier, à leurs statuts et à leurs garanties.

Dans les écoles primaires et les collèges, directement confrontés à l'application immédiate du plan emplois-jeunes c'est, plus que de l'inquiétude, une véritable angoisse.

Les déclarations du ministre comme le plan Jospin-Aubry

expriment en concentré toute la politique du gouvernement à l'égard de l'enseignement public. Elles donnent le contenu politique de l'offensive qui se déploie dans tous ses autres volets.

On ne peut cependant le comprendre sans reveni sur la situation politique nouvelle issue des élections et sur la nature et le contenu politique du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Kouchner-Voynet.

JOSPIN, AUBRY, ALLEGRE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ...

Les enseignants ont largement contribué à la défaite électorale du RPR-UDF, à chasser leur majorité à l'Assemblée nationale, battre Chirac et balayer son gouvernement dirigé par Juppé. Leur vote avait une signification pour eux particulière : en finir avec les réformes de Juppé, Drut et Bayrou, avec les prétentions de Fauroux, avec Chirac qui orchestrait en personne l'offensive contre l'enseignement public.

Juppé, Bayrou et Drut ont été chassés. Ils l'ont été contre la volonté des appareils syndicaux enseignants. Il faut s'en souvenir, les dirigeants FSU, FEN, SNES, SE, SNETAA, FO... ont tous obstinément refusé d'appeler les enseignants à voter pour battre la majorité ultra réactionnaire.

Chirac, par contre, est resté. Jospin a accepté d'être nommé par lui premier ministre, et il a constitué un gouvernement de type Front populaire qu'il a doté d'un programme d'allégeance à la Vème République gaulliste, et de défense du régime capitaliste.

Aussi bien les déclarations tonitruantes d'Allègre que les emplois-jeunes dans les écoles, le blocage des salaires des fonctionnaires, le salut de Jospin au pape et cent autres aspects de la politique du nouveau gouvernement envers l'enseignement n'ont pas d'autres racines.

... QUI N'A PAS RENONCE A SES OBJECTIFS: DEMANTELER L'ENSEIGNEMENT PUBLIC, DETRUIRE LE CORPS ENSEIGNANT

Depuis des années les porte-paroles de la bourgeoisie française dénoncent "l'inadaptation" du système scolaire à leurs besoins et la tumeur budgétaire qu'il entretient. Pour le capitalisme, tout ce qui entrave le renforcement incessant de l'exploitation de toutes les catégories de travailleurs, avec son cortège de salaires de famine, de précarité, de chômage et de misère doit être remis en cause : grilles de salaires, conventions collectives, garanties statutaires, qualifications, diplômes, etc...

Le système scolaire occupe à cet égard une place clef : il fournit l'instruction et la formation des diplômes monnayables sur le marché du travailcelui-ci se rétrécit, plus les acquis de l'enseignement public deviennent un poids et des entraves intolérables. Ces acquis et les conditions mêmes de la crise amènent les générations successives à chercher en masse une meilleure garantie d'avenir dans l'obtention de diplômes, les plus élevés possibles, et à exiger les emplois qualifiés correspondants, tandis que la bourgeoisie s'acharne au contraire à abaisser leur valeur et celle de la force de travail.

Il lui faut donc s'attaquer à la source même des qualifications, dévaloriser, détruire l'instruction et la formation professionnelle dispensées par l'enseignement public. Tous les gouvernements à son service, depuis des dizaines d'années, ont eu pour mission de mener ce combat : réduire les dépenses d'enseignement, privatiser, démanteler l'enseignement public, disloquer, mettre au pas, casser le corps enseignant qui y fait obstacle. Juppé et Bayrou ont été chassés. Mais leur œuvre de destruction n'est pas abrogée et la bourgeoisie française n'a pas renoncé à ses objectifs. Dans la nouvelle situation politique, le gouvernement Jospin, gouvernement de type Front populaire au service de la bourgeoisie est chargé de les reprendre à son compte. C'est ce qu'il fait.

CONTINUITE ALLEGRE BAYROU

La politique de Jospin-Allègre-Royal contre l'Ecole publique, on va le voir, reprend exactement celle que Bayrou tenait en réserve dans ses placards, et que prévoyait Chirac si le RPR et l'UDF l'avaient emporté aux législatives.

Encore faut-il préciser : la situation politique n'est plus la même. Le gouvernement Jospin est né de la défaite de Chirac et de sa majorité. Les conditions et les rapports politiques dans lesquels Allègre et Royal ont à assurer la continuité des réformes entreprises par Bayrou et Drut ne sont pas ceux sur lesquels ceux-ci comptaient pour les poursuivre.

Ce gouvernement doit donc truquer. L'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire se fait par la mise sous condition de ressources des allocations familiales au nom de "l'équité". Il alloue un fonds de 290 millions pour les cantines scolaires mais refuse de rétablir la gestion des bourses par l'Éducation nationale (et donc leur affectation automatique au paiement des cantines) : chaque famille souhaitant une "aide" doit alors se soumettre à une démarche qui s'apparente à la demande de charité. Il réemploie les MA mais sous condition qu'ils acceptent de travailler à n'importe quoi, n'importe où. Il "relance" les ZEP, réouvre 800 classes sans rétablir aucun des 5000 postes supprimés : il puise sur les postes de remplaçants. Et surtout, il met au point le plan Aubry véritable machine de guerre contre la jeunesse et les garanties statutaires des personnels.

On pourrait ajouter d'autres annonces ou promesses en apparence séduisantes, mais elles correspondent au seul souci du gouvernement de faire que la rentrée soit une rentrée tranquille, d'éviter que les enseignants se mobilisent pour prolonger la défaite des partis bourgeois en exigeant l'abrogation de toutes les mesures réactionnaires imposées par leurs gouvernements : lois sur l'apprentissage, réforme des collèges, des rythmes scolaires, etc; rétablissement des 5000 postes supprimés, et nouvelles créations. De cela il n'en était pas et il n'en est toujours pas question. Ce refus constitue, de l'aveu même du ministre, la continuité avec ses prédécesseurs. Claude Allègre engageait dès juin le combat contre les enseignants et signifiait à leurs organisations syndicales qu'elles auraient à se soumettre à sa volonté.

ALLEGRE, MINISTRE DE LA GUERRE CONTRE LES ENSEIGNANTS, CONTRE LEURS GARANTIES ET LEURS STATUTS

Successivement Claude Allègre s'est livré à trois provocations tonitruantes : en affirmant qu'il allait "dégraisser le mammouth" Education nationale ; en accusant les enseignants d'absentéisme systématique ; et de tirer au flanc en profitant des congés-formation.

Claude Allègre sait ce qu'il fait : il ne s'agit ni "d'âneries" comme l'a dit M. Deschamps (secrétaire général de la FSU) ni de "dérapages médiatiques" comme l'assure son homologue de la FEN, Jean-Paul Roux.

Le Monde du 12 septembre l'explique :

"Le scénario a été soigneusement écrit. Il faut frapper tout de suite, d'estoc et de taille. Le dégraissage du mammouth éducation nationale? Ni une gaffe, ni une fuite lors d'une conversation privée avec la presse, comme voudrait le faire croire M. Allègre. Mais une action symbolique bien pensée, qui fut testée auprès de la haute administration, puis envoyée comme un missile à la tête du tout puissant syndicat d'enseignants du second degré, le SNES. (...)

L'absentéisme "abusif" des enseignants, un coup de sang ? Une déclaration mûrie, faite comme de juste le jour de la rentrée des classes, et testée là encore huit jours auparavant, lors d'une réunion avec les recteurs d'académie et les directeurs.

De même pour "*l'étonnement indigné*" des congés formation sur le temps de travail.

Claude Allègre sait ce qu'il fait, y compris en utilisant des chiffres truqués et des calomnies. Car il connaît les dossiers : ancien bras droit ("ministre-bis") de Lionel Jospin en 88 à la tête de l'Education nationale, il l'est resté. Il est son portevoix et celui du gouvernement, dont il définit avec jubilation la politique. Claude Allègre a une vocation d'équarrisseur : "dégraisser", mais aussi désosser l'enseignement public, démembrer le corps enseignant. Il entend bien avancer dans la

politique de démantèlement correspondant aux vœux de la bourgeoisie.

Quelle est en effet la signification concrète de chacune de ces proclamations ?

Ce n'est pas par hasard qu'Allègre a repris le 24 juin dans sa première conférence de presse, le propos d'Alain Juppé sur "la mauvaise graisse" dont celui-ci voulait purger la Fonction publique. Le but est le même : économiser massivement sur les postes et sur les salaires ; détourner aussi massivement que possible emplois et fonctions de l'école publique vers le secteur privé (c'est à terme l'objectif des emplois-jeunes).

Quant à l'absentéisme des enseignants (pas plus important que dans la police où pourtant on doit connaître infiniment moins de congés-maternité!), il est évoqué dans des termes précis : "Il y a des gens qui considèrent qu'ils ont droit à des congés de maladie, pas moi, on n'a pas le droit à des congés maladies systématiques." Veut-il donc instaurer à leur place des suspensions de salaire?

De même qu'avec la mise en cause des congés-formation, l'objectif est de redéployer les postes affectés aux remplacements, de supprimer le système des titulaires remplaçants (pour y substituer celui des emplois-jeunes ?), de "mettre au travail" des enseignants qui selon le ministre "n'ont pas d'élèves devant eux" soit par fonction, soit par congés. En même temps il s'attaque aux exorbitants "quatre mois de vacances", avec l'objectif de les rentabiliser.

Mais certains passages de ses propos vont encore plus loin ?"On a étendu (sic) à l'Education nationale les règles de la Fonction publique..." Qu'est-ce à dire ? Le corps enseignant ne fait-il pas partie de celle-ci ? ou plutôt ne devrait-il plus en faire partie ? C'est évidemment le cas puisque selon Allègre "L'Education nationale est une corporation de professions libérales (sic) qui cohabitent dans une même structure" (cité par l'US du 13/9). Où trouver une mise en cause plus radicale du statut des enseignants comme fonctionnaires ?

Outre ces trois déclarations qui ont défrayé la chronique, d'autres sont tout aussi significatives.

Sur la déconcentration, "aussi inévitable que le démantèlement (le mot y est) du régime soviétique" (interview au <u>Figaro</u>, le 10/7).

Sur la destruction des normes "abstraites" de dédoublement qui devraient être aussi variables que les situations (et les pressions) locales...

Sur le mouvement national des professeurs du second degré (garantie d'égalité et d'unité du corps), qu'Allègre entend "casser". Une décision qui n'est, dit-il "pas négociable",

mais dont il accepte de discuter les modalités avec les syndicats.

Sur la fin de la "cogestion" du ministère avec les syndicats. Ce qui a été ainsi visé dès le 24 juin, ce n'est pas le soutien des dirigeants à la politique ministérielle puisque Jospin et lui-même les appellent tout autant que Bayrou à la préparer et à s'associer à sa mise en œuvre. Ce qui est visé, c'est la place des syndicats dans les commissions paritaires, autre garantie conquise par les enseignants contre le piston et les nominations à la tête du client, auxquels Allègre voudrait bien revenir.

DIRIGEANTS SYNDICAUX, ASSEZ DE SERVILITE! ROMPEZ AVEC LE GOUVERNEMENT!

Toutes ces estocades ponctuelles s'inscrivent dans une volonté affichée de remettre en cause "en profondeur" toute la gestion de l'Education nationale, avec le contenu de l'enseignement public lui-même, selon les voies ouvertes par les gouvernements précédents RPR-UDF.

Elles visent également selon Allègre lui-même (Le Monde du 14-15/9) à dresser les parents contre les enseignants. Et surtout elles constituent autant de provocations envers les dirigeants syndicaux, pour les amener à plier l'échine encore plus bas, à jeter le désarroi dans la masse des enseignants et briser chez eux toute velléité de résistance.

C'est ainsi que le 24 juin, en même temps qu'il prévoyait le dégraissage du mammouth, Allègre annonçait "la concertation avec tous les acteurs" et la constitution de 5 groupes de travail paritaires pour la discussion et l'application de la politique gouvernementale. Les dirigeants syndicaux ont obtempéré.

C'est ainsi qu'après avoir le 10 septembre brandi le bâton contre les congés des enseignants, il offre à leurs dirigeants syndicaux, le 11 au soir la carotte d'une réunion en urgence pour les inviter à travailler avec lui sur "les dysfonctionnements du système", avec "l'idée de zéro défaut", ce qui se traduit par une prochaine table ronde pour remettre en cause, précisément, la formation et le remplacement des enseignants. "Indignés le matin, rassérénés le soir" (Le Monde du 13/9), les dirigeants de la FSU et de la FEN s'alignent. Déjà au BDFN de la FSU du 8, la motion adoptée ne comportait que

deux lignes sur les mises en causes "publiques" (sic!) de Claude Allègre sans même le nommer! Le 13, Le Monde cite Michel Deschamps: "Bien sûr que ces préoccupations sont aussi les nôtres" et il ajoute "il faut restaurer la confiance". Quant à Jean-Paul Roux, tout en déplorant comme son homologue de la FSU "la méthode", il conclut: "OK pour une discussion".

Les dirigeants de la FSU et de la FEN se montrent d'autant plus serviles dans leur soutien au gouvernement que celui-ci les traite comme des valets.

Mais à travers eux c'est le mépris des enseignants qu'affiche Claude Allègre, et la volonté du gouvernement Jospin au service de la bourgeoisie de les briser, en tant que corps constitué sur la base des garanties statutaires qu'ils ont conquises. Quel combat mener en réponse aux provocations d'Allègre-Jospin?

Exiger des dirigeants de la FSU, de la FEN et de tous leurs syndicats :

- Condamnez clairement toute remise en cause des statuts, des garanties et de l'unité du corps enseignant!
- Rompez avec le gouvernement ! Rompez avec Claude Allègre !
- Refusez de participer à son opération "zéro défaut" ! Boycott de la table ronde sur les questions de formation et de remplacement!

LES EMPLOIS JEUNES DANS L'ENSEIGNEMENT : UNE MACHINE DE GUERRE...

Les provocations d'Allègre seraient sans importances si elles ne révélaient le contenu de la politique du gouvernement dirigé par Jospin. Cette politique frappe de plein fouet les enseignants, par l'application au système scolaire du plan "emploijeunes" de Martine Aubry. L'enseignement est érigé, à toute vapeur comme "site-pilote" de sa mise en oeuvre. Pourquoi ? D'une part, celle-ci peut être immédiatement engagée, l'État étant en l'occurrence son propre partenaire. Mais surtout elle constitue une machine de guerre politique sans précédent contre le corps enseignant, en même temps "qu'un des leviers les plus importants" (Le Monde du 3/9) de la "révolution" du système qu'Allègre affirme nécessaire, dans la lignée de Chirac et Bayrou.

L'importance politique de l'opération se mesure à la procédure exorbitante : le projet de loi est appliqué à l'enseignement non seulement avant son adoption à l'Assemblée, mais avant même sa mise en discussion.

Elle se mesure également aux chiffres : 30 000 emplois jeunes doivent être injectés dans les écoles avant le 31 décembre

(uniquement dans les zones urbaines) et sans doute autant en 1998, soit au bas mot l'équivalent du quart des instituteurs qui y exercent! D'autre part, la gestion étant assurée par les collèges proches, ce sont 1 200 de ceux-ci qui sont immédiatement concernés.

Le gouvernement Jospin joue ainsi sur deux tableaux. D'une part il enfonce un coin comme jamais aucun autre ne s'y était aventuré au coeur du corps des instituteurs, dans ses conditions de travail, ses fonctions et ses garanties. D'autre part, il fianchit une étape vers la mise en place des "réseaux" qui étaient restés en projet dans les cartons de Bayrou : sortes de "bassins d'emplois enseignants" où les personnels affectés, voire recrutés sur place, et mobiles, valseraient d'un point à un autre au gré des circonstances et des besoins.

Ajoutons qu'avec 10 000 contrats, le secondaire n'est touché pour l'instant que de façon marginale. Mais le rôle donné aux collèges en fait une base d'extension ultérieure, pour 50 % des contrats.

... CONTRE LES POSTES ET LES GARANTIES STATUTAIRES, POUR LA DISLOCATION DE L'ECOLE ET DU CORPS ENSEIGNANT

Concrètement, comment se traduit l'offensive vers la destruction des fonctions et statuts des enseignants, à commencer par le bastion du corps des instituteurs? Il suffit de se reporter à la définition des tâches, prétendument nouvelles, auxquelles les titulaires d'un emploi-jeune doivent être affectés. En voici la liste selon les fiches ministérielles.

Pour "l'aide-éducateur d'école élémentaire" :

Fonctions communes : surveillance et encadrement toute la journée (accueil, récréations, repas, transports, sorties) ; études dirigées, animations d'ateliers et d'études (un seul interdit : "l'apprentissage et l'aide à la lecture, qui participent de la responsabilité pédagogique des enseignants" - mais pas le reste ?) ; sorties scolaires ; information des parents ; suivi des élèves, "médiation" des conflits...

Fonctions spécialisées : facilitation des nouvelles technologies ; gestion des bibliothèques et documentation ; encadrement des activités culturelles, artistiques, sportives.

♦ Pour "l'aide-éducateur au collège" :

Surveillance des interclasses, entrées et sorties, repas ; aide à la lecture (sic!) ; encadrement du foyer socio-éducatif, des sorties et activités à l'extérieur (culturelles et sportives) ; lien avec les familles et "partenaires institutionnels" ; "encadrement de toute autre activité de nature éducative". Les fonctions spécialisées sont les mêmes que ci-dessus.

Ainsi, contrairement à l'affichage qui prétend justifier les contrats "emploi-jeunes", AUCUNE de ces fonctions n'est nouvelle, AUCUNE ne correspond à l'émergence d'un nouveau besoin. Il n'en est PAS UNE qui ne soit déjà ou ne doive être normalement assurée par des personnels exis-

tants, recrutés sous statut: instituteurs, ASEM, MI-SE, professeurs titulaires, MA, CPE, psychologues scolaires ... Ces personnels, paraît-il, devraient garder la responsabilité, et encadrer ces nouveaux contractuels, qui ne devraient jamais être seuls devant les élèves. Foutaise évidente! Quant à la présence de ceux-ci dans les classes avec les enseignants titulaires, Allègre et Ségolène Royal ont été clairs: considérés comme personnels de l'Education nationale, "intégrés à l'équipe éducative", s'ils n'entraient pas dans les classes, "cela n'aurait pas de sens". Le Monde du 3 septembre parle "d'une révolution bouleversant les habitudes pédagogiques et culturelles de plusieurs générations d'instituteurs". L'un des représentants d'Allègre, précisant une déclaration de celui-ci au Figaro, le 10 juillet, confiait au SNUIPP: "la possibilité de

déconnecter le temps de travail des enseignants de celui des

enfants, une certaine flexibilité peut-être aussi..., sur le service même des enseignants (temps de classe, de formation, de

travail personnel...)..." (Lettre du SNUIPP du 29/7).

Les choses sont claires : en pratique, les jeunes contractuels se substitueront, et de plus en plus, aux personnels statutaires. Ils assureront les remplacements, des séquences de classe en lieu et place des postes supprimés par Juppé ou non créés ... Ils seront immédiatement intégrés à la poursuite de l'opération lancée par Drut sur les rythmes scolaires, et cela d'autant plus facilement qu'ils doivent travailler 39 heures par semaine, dont le mercredi, et, sous contrat privé, n'auront droit qu'à cinq semaines de congés.

FAIRE DES ENSEIGNANTS LES "COMPLICES" DE L'OPERATION

C'est une entreprise de démolition en règle du statut des fonctionnaires, de dislocation de l'enseignement primaire public et du corps des instituteurs. Les autres suivront. Sur la même ligne, l'équipe Jospin-Aubry-Allègre va plus loin, plus vite et plus violemment que les gouvernements RPR-UDF qui l'ont précédée

Mais il y a plus, si possible. Jospin et Allègre spéculent sur le drame vécu par les jeunes condamnés au chômage pour faire des enseignants eux-mêmes les agents recruteurs de ces emplois destinés à les détruire. C'est eux qui sont chargés de choisir, sur les listes établies par le rectorat, le bon "profil" (sic!) des candidats répondant au "projet" (obligatoire) spécifique à leur école. Cela sur la base des "compétences acquises" et des "motivations personnelles" affichées par les candidats. Ce sont les enseignants qui doivent prêter la main à ce recrutement à la tête du client, au piston, voire même au faciès. Et

ce sont les élus des CA des collèges qui, en dernière instance, l'avaliseront.

Quant aux perspectives à terme pour les jeunes ainsi piégés dans un "sas" institué pour eux comme passage obligé avant l'emploi, sas qui reprend et aggrave les défunts CIP (5 ans à l'essai!), Allègre "ne souhaite pas" qu'elles débouchent sur un emploi dans la Fonction publique. D'ailleurs, avec 39 h. de travail, comment en préparer les concours? Mais surtout le ministre tient là la solution pour ne plus alourdir le budget avec de nouveaux fonctionnaires: la pérennisation des emplois-jeunes passe par leur "solvabilisation", c'est-à-dire leur prise en charge par des entreprises ou "associations de droit privé", prestataires de services (payants!) pour l'Education nationale et/ou ... ses "clients": collectivités, parents ... La démarche de ces emplois "du 3ème type", c'est celle de la privatisation.

DIRIGEANTS SYNDICAUX, VOUS ETES RESPONSABLES!

Les dirigeants syndicaux sont parfaitement conscients de la gravité de l'attaque. Ils la couvrent néanmoins de toutes leurs forces.

C'est ce que fait Monique Vuaillat dans l'US du 1er septembre. Son texte est un modèle, inspiré de la chauve-souris de La Fontaine. D'un côté ("je suis oiseau, voyez mes ailes"...) elle pointe l'entrée dans l'Éducation nationale de 75 000 titulaires du bac, sur contrat privé, "entorse grave au statut", nouvelle forme de précarité, à service dérogatoire (39 h.) et déqualifié, offert au SMIC à des recalés des concours faute de postes ... Elle conclut : "nous avons l'expérience des contrats emploi solidarité et nous savons qu'au nom du "moindre mal" s'oublient assez vite les risques et les dangers"

après avoir écrit : "Nous pourrions faire le choix de combattre l'implantation de ces emplois (...) et de nous en tenir là."

Mais pourquoi "s'en tenir là"? Pourquoi ne pas exiger des

créations de postes à la place des "emploi-jeunes" et mobiliser tous les enseignants pour cela, dans la grève générale et la manifestation unie à l'Assemblée nationale, pour arracher le retrait du plan Jospin-Aubry?

Pourquoi ? Parce qu'il faut "tenir compte du drame que représente le chômage". Et puis "ce dispositif sera mis en place en tout état de cause." Et puis il y a, c'est vrai écrit-elle, de nouveaux métiers à couvrir, et elle en propose elle-même quelques-uns. Alors ? Il faut "agir pour faire modifier le projet de loi et que le ministère ne fasse pas n'importe quoi." Donc "donnez votre avis, sous les formes qui vous conviennent." Et le n° suivant de l'US avance la "stratégie offensive" d'une "véritable bataille syndicale dans chaque établissement concerné." "Je suis souris, vivent les rats!"

Tous les autres dirigeants syndicaux, SNUIPP, FSU, FEN, SE, ont le même langage. À l'entreprise de dislocation et de destruction d'Allègre répond, parfaitement conforme, celle des appareils syndicaux. Dans <u>Le Monde</u> du 14-15 septembre, Allègre déclare: "Prenez l'exemple des emplois-jeunes. Les syndicats étaient divisés, mais ils ont participé à leur définition ainsi qu'à leur mise en place." (souligné par nous).

Tout montre que dans les écoles, les enseignants sont littéralement sous le choc, pris de vertige devant ce qui se prépare et qu'on leur demande d'assumer. Ils ont, eux, parfaitement conscience d'être pris au piège et impuissants à en sortir "dans chaque école". Ils se posent partout la question : pourquoi ne pas exiger de vrais postes en lieu et place des contrats sous-payés ? Pourquoi ?

C'est en effet à partir de là qu'une issue peut être trouvée, en combattant sur la base de :

- Dirigeants syndicaux, vous êtes responsables!
- ♦ Aucune négociation, aucune participation au plan emplois-jeunes!
- Réalisez le Front unique pour en exiger le retrait !
- Exigez le rétablissement des 5 000 postes supprimés, la création de dizaines de milliers de vrais postes, sous statut Fonction publique!
- Mobilisez les enseignants pour aller exiger des députés PS-PCF à l'Assemblée nationale qu'ils rejettent le projet de loi Jospin-Aubry!

DANS LE SILLAGE DE FAUROUX ET DE L'EGLISE

Le gouvernement Jospin refuse d'abroger les réformes réactionnaires de ses prédécesseurs. Il les reprend à son compte. La "face cachée" de ses mesures "positives" célébrées à l'envi par les dirigeants de la FEN et de la FSU vont dans le même sens, et il en ajoute encore : menaces de renforcement du pouvoir des chefs d'établissements, flanqués de deux enseignants élus ; de contrôle continu au bac ; de formations des enseignants par apprentissage sur le tas (interview de l'Expansion) ; de mise en cause des agrégés dans le secondaire, etc ...

Tout cela s'inscrit dans une stratégie d'ensemble : "la volonté de transformer en profondeur" tout le système, où "personne ne sait plus quoi enseigner", où il faut "un changement radical (je dis bien radical) de la conception de l'École", car celle de Jules Ferry (fondée sur l'obtention de diplômes) "est dépassée", etc ... Allègre entend à son tour dégraisser également les programmes, s'en prend à "l'École égalitaire" au nom de l'équité, veut pousser à l'orientation (sélection) au nom de la valorisation des "compétences" et tout révolutionner sans rien dépenser ... Comme par miracle, Allègre-Jospin s'avancent sur les routes tracées par Fauroux, qui leur prodigue d'ailleurs des conseils approbateurs (Le Monde du 1er août).

Ce pourrait être tout. Ils y ajoutent encore une dimension: la morale. Les programmes doivent être d'autant diminués qu'il faut lui trouver sa place. Dès la maternelle (!), dans toutes les classes, avec une ou deux heures spéciales en 1ère ! Épreuve obligatoire de civisme aux concours des IUFM! Le gouvernement de la "gauche plurielle", gérant loyal du capitalisme français truffé de scandales financiers et de corruption, et complice des massacres en Afrique et ailleurs, du travail des enfants, de la surexploitation et de la famine à travers le monde entier, ce gouvernement, avec Allègre qui ment, truque les chiffres et calomnie veut enseigner la morale à l'école!

En fait il voudrait en faire une école de servilité, d'ordre moral et de soumission des jeunes aux "valeurs" de la bourgeoisie. Et Jospin donne le ton lorsque devant le pape, il célèbre "le créateur de la société de St Vincent-de-Paul, (qui) a contribué efficacement à la réconciliation de l'Église et de la République (et) a ainsi favorisé l'émergence d'une conception française de la laïcité". Jospin condamne ainsi implicitement tout le combat historique des enseignants pour débarrasser l'École de l'emprise de la religion et du cléricalisme

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX PORTENT LES VALISES DU GOUVERNEMENT

On n'en finirait pas de citer les approbations flagorneuses et les offres de service des dirigeants de la FSU, de la FEN et de leurs syndicats. Sur tous les sujets, sur toutes les attaques, qu'elles soient immédiates ou à plus long terme, ils ne revendiquent que "le dialogue".

Corollaire: ils font tout pour étouffer, littéralement, toutes les revendications des enseignants, leur mécontentement et leur colère. Au mieux expriment-ils des "inquiétudes", "risques", "dangers", et appellent les personnels "à débattre" et "à intervenir". Sans plus.

Allègre a besoin d'eux, et ne s'en cache pas. Il sait que s'ils ne parviennent pas à canaliser les exigences des enseignants, à les noyer dans la dislocation, l'impuissance et le désarroi, les risques d'explosion existent à tout moment. Aussi en même temps qu'il s'appuie sur les appareils syndicaux en reprenant la politique de participation de ses prédécesseurs, il mise sur la division, pour mieux régner.

Il refuse de recevoir les syndicats nationaux, mais accepte seulement les fédérations, vilipende le SNES et fait des sourires au secrétaire général de la FSU, qui les lui rend (Le Monde du 2/9), tandis que Ségolène Royal fait de même auprès de la direction du SNUIPP. Il fraternise avec la CFDT et les dirigeants de la FEN qui épousent ses décisions à la virgule près. Les dirigeants de la FSU se chargent d'en remettre. D'accord sur le fond, ils se déchirent en querelles d'appareil jusqu'à mettre en cause la FSU elle-même en pleine préparation de son deuxième congrès. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

*

Plus que jamais le combat contre les visées et les mesures du gouvernement Jospin dans l'enseignement passe par le combat pour imposer aux dirigeants syndicaux:

- ♦ Vous êtes responsables! Assez de division!
- Assez du soutien au gouvernement et à sa politique de destruction des statuts et de démantèlement de l'École publique!
- Rompez avec la participation!
- ♦ Front unique pour l'abrogation des mesures contre l'enseignement public, les enseignants et la jeunesse, pour la satisfaction des revendications !

15 ANS APRÈS LA DÉFAITE DES AIGUILLEURS DU CIEL,

LA GRÈVE DES CHAUFFEURS D'UPS : UN POINT D'APPUI POUR TOUT LE PROLETARIATAMÉRICAIN

Les 185 000 chauffeurs syndiqués de United Parcel Service ont répondu à l'appel à la grève lancé par le syndicat de la branche des transports (International Brotherhood of Teamsters). Contre le projet de nouvelle convention d'entreprise, pendant 15 jours, ils ont bloqué 2 400 dépôts dans tout le pays. Le

18 août, la direction du numéro un des services de livraisons expresses reculait, et les Teamsters, regardés avec beaucoup d'attention par la classe ouvrière américaine, imposaient la satisfaction d'importantes revendications.

RAPACITE CAPITALISTE : UPS, LE BON EXEMPLE

Quatrième au classement des entreprises préférées du magazine *Fortune*, cinquième employeur des Etats Unis, UPS y détient 80% du marché des messageries et affiche 6,8 milliards de profits annuels, sur un chiffre d'affaires de 135 milliards de francs en 1996. Appuyés sur leur Etat qui légifère en permanence contre les grèves, le droit syndical, les acquis arrachés antérieurement par la classe ouvrière, les patrons sont parvenus au cours des 15 dernières années à faire remonter le taux de profit, par une diminution sévère de la valeur de la force de travail. UPS illustre parfaitement les succès que les capitalistes ont enregistrés dans cette guerre pour augmenter l'exploitation

- par l'intensification du travail : depuis 1994, le poids maximal que doit porter un chauffeur est passé de 32 à 68 kg.
- par l'augmentation des cadences, contrôlées par un encadrement renforcé, dans une entreprise où le fondateur avait déjà "imposé à ses chauffeurs un rythme de marche chronométré entre leur véhicule et le lieu de délivrance du colis. Lequel doit être porté de la main gauche, la droite étant réservée aux clés (pour redémarrer au plus vite)." (L'Expansion 28/08)

- par le travail de nuit sans compensation salariale.
- et surtout par une flexibilité accrue : 8 embauches sur 10 sont des "temps partiels" à partir de 1993 et ces travailleurs, qui alignent le plus souvent 30 heures de travail hebdomadaire, représentent actuellement 60% du personnel. Ils sont contraints, pour vivre, d'occuper deux ou trois emplois à "temps partiel" et effectuent des semaines de 45 à 60 heures. Leur salaire horaire est inférieur de moitié à celui des travailleurs à temps plein. Les heures supplémentaires ne leur sont pas majorées, ils ne bénéficient pas de tous les acquis ouvriers existants dans l'entreprise. A chaque fluctuation à la baisse du marché, ils sont licenciés par milliers, sans indemnité.

L'ensemble de ces mesures témoigne d'une bonne gestion capitaliste. Elles ont permis à UPS d'écraser quelques concurrents et de se retrouver en situation de quasi monopole. Plus de rendement, moins de salaire, moins de garanties statutaires pour le prolétariat, plus de profit pour les exploiteurs.

LES REVENDICATIONS DES TEAMSTERS

A l'occasion du renouvellement de la convention d'entreprise, les dirigeants d'UPS escomptaient pérenniser les coups déjà portés aux chauffeurs et manutentionnaires et enfoncer un acquis très important dont ces travailleurs disposaient encore : l'existence d'une caisse de retraites interentreprises, gérée par leur syndicat. En réclamant un fond "UPS seul", qu'ils administreraient évidemment, les dirigeants de la firme entendaient mettre la main sur l'argent des travailleurs, sur des sommes importantes (320 000 personnes employées aux Etats-Unis) dont ils disposeraient à leur guise (placements financiers). Mais surtout, ils s'ouvraient la possibilité de livrer les salariés d'UPS et ceux des autres entreprises solidaires dans la caisse actuelle, au sort de milliers de prolétaires américains qui se retrouvent sans aucune retraite après 40 ans de travail. Ayant

eu 8 ou 9 employeurs, ils ont cotisé à des caisses « maisons », repartant à zéro à chaque licenciement ou départ.

Avec l'exigence du maintien du système de retraite, le syndicat des transports revendiquait l'embauche de 10 000 travailleurs à temps plein (la direction proposait 1 000 sur 5 ans), la transformation de temps partiels en temps pleins, et l'augmentation des salaires, avec réduction de l'écart entre les deux catégories.

Salaire, statut, retraite, les revendications des camionneurs touchent au cœur de l'offensive patronale visant à réduire la valeur de la force de travail, afin de s'approprier plus de plusvalue (valeur produite par le travail non payé).

LA PREMIERE GREVE ILLIMITEE CHEZ UPS

La nature de ces revendications des chauffeurs, soutenues par le syndicat, expliquent que, jusqu'au bout, les patrons aient affirmé leur intransigeance et fait pression pour empêcher la grève. Vendredi 31 juillet, ils mettaient au chômage technique 10 000 employés d'UPS, arguant de la baisse du chiffie d'affaires due à la menace de grève. Malgré cela, lundi 3 août, elle était votée par 95% des Teamsters. Et du début à la fin, les travailleurs resteront soudés, refusant de se plier aux injonctions patronales (comme le référendum sur les retraites par exemple).

Dans toutes les grandes villes, les chauffeurs et manutentionnaires ont organisé les piquets de grève. Des manifestations massives ont eu lieu, comme à Los Angeles, New York, Seattle, Chicago, rassemblant les grévistes et les travailleurs d'autres entreprises, venus les soutenir.

Car la population laborieuse a marqué son accord avec les revendications des Teamsters et la grève pour les arracher. Les sondages mêmes dans la presse américaine, n'ont pu le cacher. On voit dans celle-ci des travailleurs d'UPS, poings et pancar-

tes levés, qui, devant les dépôts bloqués, reçoivent visites, sandwiches et soutien financier.

Les 2 100 pilotes des avions d'UPS, soutenus par leur propre syndicat, ont refusé de franchir les piquets de grève. En représailles, la direction a stoppé immédiatement le paiement des frais d'hôtel de tous les pilotes se trouvant à l'étranger et bloqué leur rapatriement.

Contre la grève, l'Etat Édéral n'a pas démérité, lui non plus. Après l'échec du "médiateur" qu'il s'est arrogé le droit de faire siéger dans toute négociation entre syndicats et employeurs, le gouvernement américain est intervenu sans cesse pour que les discussions reprennent, pour que les Teamsters acceptent la révision en baisse des revendications. Le 14 août, il obtenait qu'elles recommencent à huis clos. Dans le même temps, il utilisait la Poste pour amenuiser l'efficacité de la grève des chauffeurs d'UPS, bourrant les avions, imposant une surcharge de travail aux postiers, des rythmes intenables de manutention et un service le dimanche.

Or, voici ce qu'on lit dans L'Humanité du 25/08 :

"Il règne depuis deux semaines aux Etats-Unis une atmosphère d'unité sociale contre une injustice économique. A tel point que des PDG de nombreuses compagnies utilisant les services d'UPS ont adopté d'autres moyens pour assurer leurs livraisons plutôt que de court-circuiter l'action des grévistes. Les douze millions de colis qui circulent normalement quotidiennement dans les camions et les avions d'UPS ont donc été confiés à la compagnie Federal Express ou à la Poste."

Le PCF peint en rose la mobilisation antigrève. Il n'y a aucune unité entre les "PDG" et les chauffeurs mais, au contraire, lutte entre représentants de deux classes sociales aux intérêts irréconciliables. Si les colis transitent par la Poste ou les concurrents d'UPS, c'est parce que "business is business" et non pour ne pas gêner les grévistes !

L'ACCORD SIGNE LE 18 AOÛT

La détermination intacte des Teamsters après 15 jours de grève, le soutien, non des patrons mais de la classe ouvrière américaine ont contraint les dirigeants d'UPS à reculer. L'accord codifie un indiscutable succès sur les retraites, puisque la caisse interentreprises sous le contrôle du syndicat est maintenue et leur montant augmenté de près de 50%. Les embauches sur 5 ans doivent atteindre les 10 000, mais elles sont liées "au développement de la compagnie". Les augmentations de salaires sont de 2,8% par an pour les temps pleins et de 7% pour les temps :

"Elles sont inférieures au taux de l'inflation pour les premiers et pour les seconds, revalorisent des salaires qui n'avaient pas bougé depuis 1982. En outre, les rémunérations des travailleurs américains sont, en termes réels, inférieures de 4% à leur niveau de 1989." (J. Bernstein Économic Policy Institute)

L'accord signé par les dirigeants des Teamsters n'est pas la matérialisation d'une victoire totale des ouvriers d'UPS. C'est un compromis salué par la ministre du travail de Clinton, "qui a tenu à féliciter les deux parties pour leur victoire" (Le Monde du 20/08)

Ainsi, la nouvelle convention couvre 5 années (alors que les Teamsters revendiquaient 3), ce qui est gage de stabilité pour les dirigeants d'UPS, de « paix sociale » comme ils disent. Pour ce qui est du rendement, l'agence <u>Associated Press</u> rapporte:

"Cette convention impose à l'entreprise de négocier avec le syndicat avant tout relèvement de la limite de poids au delà des 68 kg."

L'augmentation de poids imposée en 1994 est donc avalisée. La direction syndicale, ne s'appuie pas sur la force de la grève pour interdire toute hausse des charges à porter, elle demande que l'aggravation de l'exploitation soit "négociée".

Les Teamsters arrachent la transformation de milliers d'emplois à temps partiels en temps pleins, cependant, si l'on en croit l'*Investissor's Business Daily* du 20/08 :

"Une clause astucieuse de l'accord permet à UPS une voie de sortie, au cas où son chiffre d'affaires n'augmente pas assez pour occuper autant de temps pleins. Le plus gros avantage qu'ait obtenu l'entreprise est d'empêcher toute limitation à son droit de recruter de nouveaux temps partiels. Le compromis ne comporte en effet rien de tel."

Mais surtout, la reprise du travail s'est effectuée, le mardi 19 août, alors que la direction d'UPS décidait la mise au chômage technique de milliers de chauffeurs, en la justifiant par la baisse du chiffre d'affaires due à la grève. Depuis, des chauffeurs ont été licenciés pour faits de grève, au moins 45. A Warwick, 9 pour avoir "suivi des camions de non grévistes avec des pancartes, une pratique appelée piquet mobile. Ces faits sont qualifiés d'actes de violence illicite". (Associated Press) Les dirigeants des Teamsters n'ont pas exigé le retour immédiat de tous les ouvriers dans les dépôts. Qui peut douter que la responsabilité des chefs syndicaux est de dresser la force de 1,4 million d'adhérents, le poids des succès de la grève des chauffeurs d'UPS, de son écho dans la population ouvrière, pour que soit arrachée la réintégration de tous ?

LA POLITIQUE DE LA DIRECTION DE L'INTERNATIONAL BROTHERHOOD OF TEAMSTERS

En décembre 1996, Ron Carey, président du syndicat des transports, avait annoncé qu'il appellerait à la grève chez UPS, si la direction de l'entreprise maintenait son plan de nouvelle convention. C'était au moment de la campagne pour sa réélection à la tête des Teamsters. Cet appel aux chauffeurs était présenté comme la preuve qu'avec Carey, le syndicat se dotait d'une direction combative. Son adversaire à ce poste, J. P. Hoffa, est le fils d'un maffieux notoire qui avait dirigé le

syndicat dans la période précédente. Le fait qu'il ait été battu témoigne sans aucun doute de l'aspiration des travailleurs à en finir avec des directions syndicales totalement corrompues, à engager le combat pour leurs revendications. Ron Carey n'entend pas rompre avec la bourgeoisie.

Ainsi, en 1995, face à la tentative des capitalistes de Trucking Management Inc. de réduire les salaires et de remplacer les

camionneurs à temps pleins par des temps partiels, R. Carey a appelé à la grève. Elle a duré 24 jours, au bout desquels l'offensive patronale a été repoussée. Mais il a accepté de signer l'accord selon lequel les travailleurs précaires auraient un salaire horaire inférieur à celui des travailleurs permanents. Il a avalisé "l'interdiction de toute grève tant que les procédures de concertation n'ont pas été épuisées."

Comme ses prédécesseurs, R. Carey accepte de négocier des contrats entreprise par entreprise; alors qu'il dirige le syndicat de toute la branche des transports, il ne mène pas la bataille pour imposer aux patrons une convention collective de branche, qui ferait peser la puissance de millions de travailleurs face aux capitalistes. Ainsi, pendant la grève chez UPS, la direction syndicale n'a lancé aucun appel aux salariés des entreprises du même secteur, pourtant confrontés aux mêmes attaques. C'est maintenant, que Carey parle d'un mouvement possible chez Federal Express (autre entreprise de livraisons).

Comme n'importe quel bureaucrate syndical, il se garde bien d'impulser la constitution de comités de grève, avec des délégués élus des chauffeurs-livreurs, contrôlant le mouvement. Il accepte la "démocratie" de l'Etat Édéral qui envoie des inspecteurs (dont certains sont dirigeants du FBI et de la CIA, comme W. Webster qui met son nez chez les Teamsters), mais pas la démocratie ouvrière, ennemie des négociations à huis clos.

Les mots d'ordre avancés par la direction des Teamsters "L'Amérique a besoin d'une augmentation", "Les familles ouvrières lutteront pour le rêve américain", "L'Amérique à temps partiel, ça ne marche pas", sont sur la ligne de "l'unité sociale" chère à L'Humanité. Ils visent à masquer le fait que cette grève est l'affrontement du capital et du travail ; pour le moins, "d'une Amérique" contre une autre. De même, quand ils expliquent que tout serait beau et paisible "si étaient mieux partagés les fruits de la croissance", les dirigeants syndicaux parlent en naïfs ou en mystificateurs. Car le capital a pour seul objectif de tirer le maximum de la force de travail. Quand les salaires augmentent, quand est réduite la durée du travail ou la précarité, par la lutte collective du prolétariat contre la bourgeoisie, le taux de profit baisse. L'économie capitaliste ne se porte pas alors mieux, mais plus mal, car son moteur est de faire fructifier le capital. Le loup et l'agneau ne peuvent vivre en bonne amitié.

Cette orientation "réformiste", qui cherche la conciliation avec la bourgeoisie, qui ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de produire, de transporter, de distribuer les marchandises, se retrouve totalement dans le soutien que la direction des Teamsters apporte au parti Démocrate, le parti de Clinton. Comme J. Sweeney, le chef de la confédération syndicale AFL-CIO (qui a attendu le 12 août pour déclarer son soutien aux chauffeurs d'UPS en grève depuis le 4), R. Carey s'est prononcé, à la tribune du congrès des TDU (sa fraction au sein du syndicat des transports), contre la construction d'un parti ouvrier aux Etats-Unis.

EN FILIGRANE, LA PUISSANCE DU PROLETARIAT

En dépit des limites de ce mouvement des travailleurs d'UPS : cette grève est la première grève massive, nationale, bénéficiant du soutien de larges masses, victorieuse sur des revendications essentielles de défense du prolétariat, depuis 15 ans. Elle est à verser au compte de la classe ouvrière américaine toute entière. À travers <u>l'International Herald Tribune</u> (20/8/97), la bourgeoisie américaine ne s'y trompe pas ; elle porte l'appréciation suivante :

"Tout comme l'écrasement de la grève des contrôleurs aériens en 1981 a ouvert une période de restructuration et de recul du mouvement ouvrier, l'accord conclu à UPS peut ouvrir une période de renforcement pour les syndicats et pour l'ensemble des travailleurs."

Dans une situation où le chômage a diminué, où des centaines de milliers de travailleurs se retrouvent réembauchés, donc liés de nouveau aux autres prolétaires, la combativité ouvrière se manifeste. Se grattant la tête d'un air ennuyé parce qu'ils ont affirméle contraire pendant 10 ans, les "journalistes économiques" bredouillent que la classe ouvrière n'aurait donc pas disparu... Malgré les coups très durs qu'elle a subis sous les présidences Reagan et Bush, à l'heure où l'impérialisme américain combat pour reconquérir une position hégémonique dans le monde, les Teamsters montrent que la classe ouvrière n'est pas écrasée. Elle entend stopper l'offensive du capital, engranger enfin des victoires. Clinton prend d'ailleurs la menace au sérieux. Le 21 août, il interdisait la grève des employés de l'entretien des chemins de fer, comme la loi lui en donne le pouvoir alors qu'il n'avait pu l'utiliser contre les travailleurs d'UPS.

Ses inspecteurs Édéraux viennent d'annuler purement et simplement l'élection de Ron Carey à la présidence du syndicat des transports, le 25 août, soit une semaine après la fin de la grève des Teamsters. Cette mesure signifie que pour le capital, un syndicat, même quand sa direction donne des gages au pouvoir, c'est encore trop; un dirigeant qui appelle à la grève, même s'il accepte ensuite un compromis, c'est inacceptable.

Le combat du prolétariat américain est handicapé (et ce n'est pas un fait nouveau) non seulement par l'absence de Parti révolutionnaire, mais par l'absence même de Parti ouvrier. Cette question d'un Labor Party et une question centrale pour le prolétariat américain. La construction d'un tel parti avait été esquissée dans les années 30 parallèlement à une profonde dégénérescence du mouvement syndical mais n'avait pas abouti.

Après la guerre, la complète soumission de la bureaucratie de l'AFL-CIO à son impérialisme, la dégénérescence du SWP (l'organisation trotskiste américaine), le poids également des "trente glorieuses" sur le prolétariat américain n'avaient pas permis de reprendre cette construction. Aujourd'hui, la situation est différente. Les "30 glorieuses" sont, pour le prolétariat américain, un souvenir déjà lointain.

Il a, quinze ans durant, encaissé les coups les plus rudes : le licenciement de l'ensemble des aiguilleurs du ciel en 1981 par Reagan fut un coup décisif pour toute la classe ouvrière, un moment fort dans l'offensive de la bourgeoisie américaine. Depuis deux ans, mettant à profit l'embellie économique aux États-Unis, le prolétariat américain tente de desserrer l'étau : des grèves significatives ont éclaté (à Boeing à l'automne 1995), une aspiration au combat s'est exprimée, qui s'est réfractée de manière déformée au sein de certains appareils syndicaux. Mais c'est la grève d'UPS qui clôt véritablement la période ouverte par la défaite des aiguilleurs du ciel. Elle exprime la volonté de tout le prolétariat américain de reprendre l'initiative face à la bourgeoisie la plus puissante du monde.

La question d' un Labor Party a, dans ce cadre, retrouvé une grande actualité (le fait que R.Carey lui-même se soit prononcé contre la construction d'un parti ouvrier aux États-Unis témoigne que cette question commence à sourdre). Inévitablement, la nécessité d'un tel parti sera débattue par les couches les plus larges du prolétariat américain. Mais un tel parti ouvrier a besoin d'un programme permettant en particulier de poser et de résoudre la question du pouvoir. Pour impulser et préciser à chaque moment ce programme,

pour permettre à un tel parti ouvrier de jouer son rôle, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne, combattant pour un Parti ouvrier révolutionnaire. Le combat pour le "Labor Party" n'a de sens que comme transition, dans la perspective de la construction du Parti Ouvrier révolutionnaire.

12 septembre 1997

DÉFENSE DU BOLCHÉVISME : FÉVRIER - OCTOBRE 1917

Un précédent article (cf. CPS n° 68) a été consacré au parti bolchévique avant 1917, au combat mené par Lénine pendant plus de vingt ans pour construire un parti clairement délimité sur le plan programmatique, un parti organisé sur la base du centralisme démocratique mais dont la forme prenait en compte la situation politique.

L'article qui suit tente de mettre en évidence la place et le rôle du parti bolchévique durant l'année 1917, le combat mené par ce parti devenu «le parti de Lénine et de Trotsky» pour que soit victorieuse la révolution prolétarienne en octobre 1917. Un article ultérieur reviendra sur la politique du parti bolchévique à partir de septembre 1917.

A l'heure où, de toutes parts, est organisée la falsification de œ que fut la Révolution d'Octobre, où est développée une brutale campagne contre le bolchévisme et la perspective même du socialisme, revenir sur ces questions s'avère une nécessité.

FÉVRIER 1917: LA CHUTE DU TSARISME

C'est à l'issue de cinq journées révolutionnaires - du 23 au 27 février 1917 - que la dynastie tsariste s'effondra : «abattue sous la secousse comme un fruit pourri avant même que la révolution eût le temps d'aborder l'examen de ses problèmes les plus urgents» écrira Trotsky.

Dans les semaines qui avaient précédé le 23 février s'étaient multipliés les signes précurseurs de ce bouleversement politique : ainsi, le 9 janvier 1917, journée anniversaire du déclenchement de la révolution de 1905, avait été marqué par des grèves et des manifestations (150 000 grévistes à Pétrograd).

Le 14 février, à Pétrograd, 80 000 travailleurs s'étaient mis en grève. Au delà de ces événements immédiats, le mouvement ouvrier avait amorcé sa remontée à partir de 1916 en dépit de la guerre et de la répression la plus féroce.

Pourtant l'irruption brutale de la révolution surprendra les dirigeants révolutionnaires eux-mêmes, bien qu'ils n'aient eu de cesse d'en préparer le surgissement.

Trotsky, dans l'«*Histoire de la révolution russe*» le raconte en ces termes :

«Le 23 février, c'était la «Journée internationale des femmes». On projetait dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant: réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette «Journée des Femmes» pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là, bien plus, une organisation bolchéviste, et des plus combatives, le Comité du rayon essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève.(..). Il n'était question que d'une manifestation dont les perspectives restaient indéterminées et, en tout cas, fort limitées.(...)

Pourtant "Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut, ce jour-là, d'environ 90 000. Les dispositions combatives se traduisirent en manifestations, meetings, collisions avec la police."

DE LA GRÈVE GÉNÉRALE À L'INSURRECTION

Le 24 février, la grève s'étend en même temps que les mots-d'ordre changent de caractère :

"Le mot d'ordre «Du pain» est écarté ou couvert par d'autres formules : «A bas l'autocratie !» et «A bas la guerre !». Les manifestations ne cessent pas sur la Perspective Nevsky : d'abord des masses compactes d'ouvriers chantant des hymnes révolutionnaires ; puis une multitude disparate de citadins, des casquettes bleues d'étudiants. (...) (p.144-145).

Le 25 février la grève est générale. Durant ces trois premières journées, les militants révolutionnaires sont à la tête des manifestants et en même temps la direction locale des bolcheviks lance avec retard le mot-d'ordre de grève générale alors même que la question est déjà celle de l'insurrection armée.

Et Trotsky tire ainsi le bilan de ces trois premières journées :

«Essayons de nous représenter plus clairement la logique interne du mouvement. Sous le drapeau de la «Journée des femmes», le 23 février, se déclencha une insurrection longtemps mûrie, longtemps contenue, des masses ouvrières de Pétrograd. La première phase fut la grève. En trois jours, elle s'étendit au point de devenir pratiquement générale. Ce seul fait suffisait déjà donner de l'assurance à la masse et à la pousser en avant. La grève, prenant un caractère de plus en plus offensif, accentué, se combina avec des manifestations qui mirent en présence les foules révolutionnaires et les troupes. Le problème était porté, dans son ensemble, sur un plan supérieur où il devait se résoudre par la force armée.» (p.152)

26. 27 FÉVRIER: L'INSURRECTION ARMÉE

«La nuit du 25 au 26, dans différents quartiers, une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés, dont cinq membres du Comité des bolchéviks de Pétrograd. Cela marquait aussi que le gouvernement prenait l'offensive.

Ce jour-là, la police passe à l'arrière-plan. C'est l'armée qui, définitivement, entre en action" (p.165)

De fait, ce 26 février est marqué par l'ampleur des affrontements mais aussi par une première mutinerie dans l'armée. Le 27, au matin.

«Les ouvriers affluent vers les usines et, dans leurs assemblées générales, décident de continuer la lutte.. Mais, dans d'autres districts, les meetings de cette matinée sont aussi pleins d'entrain. Continuer la lutte! Mais, qu'est-ce que cela signifie, ce jour-là? La grève générale a abouti à des manifestations révolutionnaires de masses immenses, les manifestations ont conduit les foules à des collisions avec les troupes. Continuer la lutte signifie, ce jour-là,

faire appel à l'insurrection armée. Cependant, cet appel n'a été lancé par personne. Inéluctablement, les événements l'imposent, mais il n'est pas du tout inscrit à l'ordre du jour du parti révolutionnaire.» (p.161)

En dépit de cette défaillance de la direction bolchévique de Pétrograd (Lénine et d'autres dirigeants étant alors en exil), «la poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncide avec le mouvement révolutionnaire des soldats qui déjà sortaient dans la rue (...) vers midi, Pétrograd est redevenu un champ de bataille»; mais très vite le soulèvement dans l'armée prend «un caractère d'épidémie».

Victorieuse au soir du 27 février à Pétrograd, la révolution se développe à Moscou et dans les autres grandes villes russes. Le 2 mars, Nicolas II abdique.

Restent face à face deux pouvoirs de natures antagoniques : d'un côté le soviet de Pétrograd, constitué le 27 février et qui donnera ensuite naissance au Comité exécutif des soviets ; de l'autre le nouveau gouvernement provisoire issu de la Douma, parlement-croupion qui sommeillait pendant le déroulement des journées révolutionnaires.

FÉVRIER 1917, UN MOUVEMENT SPONTANÉ?

Le fait que le parti bolchévique, qui a été pleinement partie prenante de cette première phase de la révolution, ne l'ait pas dirigée, implique-t-il que février 1917 ait été un mouvement spontané? C'est ce sur quoi insistent aujourd'hui les manuels scolaires de la bourgeoisie: «des émeutes spontanées causées par la misère se muent en révolution» dit l'un; «les difficultés de ravitaillement en nourriture et en moyens de chauffage provoquent une explosion populaire pratiquement spontanée à Pétrograd» dit l'autre.

La thèse n'est pas nouvelle, contre laquelle polémiquèrent très tôt les dirigeants révolutionnaires. Ainsi de Trotsky: «Qui a donc mené l'insurrection? Qui a mis sur pied les ouvriers? Qui a entraîné dans la rue les soldats? Après la victoire, ces questions devinrent un objet de lutte des partis. La solution la plus simple consistait en cette formule universelle: personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule. (...) Le libéralisme adopta entièrement la théorie du caractère élémentaire et impersonnel de l'insurrection.» De même les sociaux-révolutionnaires et les menchéviks. "Néanmoins, cette opinion est profondément erronée, ou, dans le meilleur des cas, sans contenu.» (P.186-187)

En effet, l'attitude «spontanée» des travailleurs et en particulier des éléments les plus conscients fut totalement nourrie de toute l'expérience politique antérieurement accumulée. En particulier, on l'a vu le 9 janvier 1917, la révolution de 1905 n'est pas oubliée : son anniversaire est au contraire célèbré par des grèves et des manifestations ; de même les soviets - constitués pour la première fois en 1905 - sont reconstitués en 1917.

De fait, la spontanéité de février 1917 est nourrie du combat politique mené des années durant par les militants

bolchéviques, des mots-d'ordre et des analyses politiques développées inlassablement par la presse bolchévique. Trotsky conclut:

«La mystique des «forces élémentaires» n'élucide rien. Pour évaluer justement la situation et déterminer le moment de la levée contre l'ennemi(...) il fallait que, dans cette masse, fussent disséminés des ouvriers qui avaient réfléchi sur l'expérience de 1905, critique les illusions constitutionnelles des libéraux et des menchéviks, s'étaient assimilé les perspectives de la révolution, avaient examiné maintes et maintes fois le problème de l'armée, avaient attentivement observé ce qui se passait dans ce milieu, et étaient capables de tirer de leurs observations des conclusions révolutionnaires, et de les communiquer à d'autres. Enfîn, il fallait trouver, dans la garnison, des soldats d'esprit avancé, jadis saisis ou, du moins, touchés par la propagande révolutionnaire. (...)

«À la question posée ci-dessus: qui donc a guidé la Révolution de Février? nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable: des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection, n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne.» (p.194-196)

Pour qu'Octobre triomphe, il faudra encore que le parti bolchévique saisisse pleinement le caractère prolétarien de la révolution ouverte en février et les tâches qui lui incombent.

LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Pour les menchéviks, le fait que la révolution ait immédiatement à son ordre du jour des tâches qui avient été accomplies, en d'autres pays, par des révolutions bourgeoises impliquait que la révolution russe était une révolution bourgeoise (au même titre que la révolution française de 1789).

En conséquence, le pouvoir devait être donné aux éléments les plus «avancés» de la bourgeoisie.

A l'inverse, pour les bolchéviks, ce schéma «classique» ne pouvait être appliqué à la Russie. Ils avaient tiré les enseignements de la révolution de 1905, saisi la faiblesse, l'inconsistance de la bourgeoisie russe, sa dépendance vis-à-vis de la grande propriété foncière : ils en concluaient qu'elle était incapable de réaliser les tâches historiques qui normalement lui incombaient ; aussi était-ce au prolétariat allié à la paysannerie qu'il revenait de liquider le tsarisme et d'établir une république démocratique.

Mais la conclusion demeurait «ouverte», comme inachevée, dans une perspective où tout à la fois se constituerait, contre la bourgeoisie, un gouvernement révolutionnaire seul à même d'accomplir les tâches démocratiques et où en même temps ce gouvernement révolutionnaire n'entreprendrait pas aussitôt les tâches de la révolution prolétarienne (expropriation du capital, ...).

La formule politique qui concentrait cette analyse était celle de la «dictature démocratique des ouvriers et des paysans». Ce n'était pas la formule de Trotsky.

Ce dernier, qui n'était pas alors membre du parti bolchévique, mettait en avant la formule de «dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie et la guidant».

De fait, comme Lénine, Trotsky avait compris l'arriération de la bourgeoisie russe et la nécessaire hégémonie du prolétariat dans la lutte révolutionnaire mais il en tirait toutes les conséquences; dès 1905, il écrivait:

«Notre révolution est bourgeoise quant aux tâches qui lui ont donné naissance, mais il s'agit quant à son contenu social d'une révolution prolétarienne».

Artivé au pouvoir le prolétariat «serait inévitablement poussé, de par la logique même de sa situation, à administrer l'économie comme une affaire d'Etat». Il n'y aurait pas d'étape historique séparée de démocratie bourgeoise.

Trotsky formule très tôt la théorie de la révolution permanente en ces termes :

«La révolution, qui débutera comme une révolution bourgeoise quant à ses premières tâches, (...) ne pourra remporter la victoire finale que si elle transfère le pouvoir à la seule classe capable de se placer à la tête des masses opprimées : le prolétariat. Une fois au pouvoir, celui-ci non seulement ne voudra pas, mais ne pourra pas se limiter à l'exécution d'un programme démocratique bourgeois. (...) Il devra adopter la tactique de la révolution permanente, c'est-à-dire renverser les barrières entre le programme minimum et le programme maximum de la social-démocratie, réaliser des réformes sociales toujours plus radicales, et rechercher un appui direct et immédiat dans la révolution en Europe occidentale.»

Quant au fond, la position de Lénine était infiniment plus proche de celle de Trotsky que de celle des menchéviks. Revenant plus tard sur ce débat, Trotsky précisera lui-même (dans «La révolution permanente»):

«Envisagé du point de vue historique, l'ancien mot d'ordre bolchévique, la «dictature du prolétariat et de la paysannerie» exprimait exactement les rapports (...) entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Cela fut démontré par l'expérience d'Octobre. «Mais l'ancienne formule de Lénine ne préjugeait pas quels seraient les rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes, la formule admettait consciemment un certain nombre d'inconnues algébriques qui, au cours de l'expérience historique, devaient céder la place à des éléments arithmétiques précis.

«Cette expérience a prouvé, dans des circonstances qui éliminent toute autre interprétation, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant.

«Le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois. Cela signifie que la «dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie» n'est concevable que comme dictature du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes.»

En outre, l'une et l'autre conception avaient en commun de ne pas isoler la situation du prolétariat russe de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Pour Lénine, il s'agit de permettre à la révolution russe de «soulever l'Europe» et de l'engager ainsi dans la voie de la révolution socialiste mondiale à travers le prolétariat des pays européens les plus développés. Pour Trotsky, la classe ouvrière russe

"n'aura d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquence, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe» («1905, Bilan et perspectives», p.463).

Mais nombre de dirigeants bolchéviques ne retiennent des analyses de Lénine qu'un schéma étriqué, appauvri. Aussi sont-ils désemparés, au lendemain de février, par la rapidité du triomphe de la révolution, dans «une situation historique d'une extrême originalité» (Lénine: première «Lettre de loin»). Il faudra attendre le retour de Lénine pourqu'il soit procédé au réarmement politique du Parti.

LE RÉARMEMENT DU PARTI

Dès avant son retour en Russie, Lénine entreprend de ré-armer politiquement le parti bolchévique. Un télégramme envoyé le 6 mars aux bolchéviks partant pour la Russie témoigne de œ qui est sa principale inquiétude : l'attitude du parti bolchévique à l'égard du nouveau gouvernement :

«Notre tactique: méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérenski surtout soupçonnons, armement prolétariat seule garantie, élection immédiate Douma de Pétrograd, aucun rapprochement autres partis. Télégraphier cela Pétrograd.»

Les «Lettre de loin» envoyées à la «Pravda», bien qu'écrites à partir d'informations nécessairement incomplètes, procèdent à une étude rigoureuse de la nouvelle situation, dégagent les

axes politiques sur lesquels doit combattre le parti bolchévique.

Lénine analysait en particulier les conditions pour lesquelles "la monarchie tsariste pût s'effondrer en quelques jours, le concours de tout un ensemble de conditions d'une portée historique mondiale.»

La première de ces conditions, c'est le combat mené par le prolétariat depuis 1905 :

«Si le prolétariat russe n'avait pas pendant trois ans, de 1905 à 1907, livré de grandes batailles de classe et déployé son énergie révolutionnaire, la deuxième révolution n'aurait pu être aussi rapide, en ce sens que son étape initiale n'eût pas été achevée en quelques jours.»

La seconde condition fut la guerre impérialiste mondiale qui

"devrait, par une nécessité objective, hâter infiniment et aggraver plus que jamais la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie; elle devrait se transformer en guerre civile entre classes ennemies. «Cette transformation a commencé avec la révolution de février-mars 1917" («Oeuvres», Tome 23, p.327-328).

Lénine dégage alors la nature des deux pouvoirs qui se font face : d'un côté a été mis en place le nouveau gouvernement bourgeois

«constitué par les représentants d'une nouvelle classe parvenue au pouvoir politique en Russie, la classe des grands propriétaires fonciers capitalistes et de la bourgeoisie, quidirige depuis longtemps notre pays sur le plan économique»; et, «à côté de ce gouvernement - qui n'est au fond qu'un simple commis de la «firme» de milliardaires «Angleterre-France» dans la guerre actuelle - a surgi un gouvernement ouvrier, le gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible, qui représente les

intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes.» (...) «La lutte de ces trois forces» - la monarchie qui n'a pas encore reçu le coup de grâce, le gouvernement bourgeois qui veut mener la guerre jusqu'au bout, et le soviet des députés ouvriers - «détermine la situation actuelle qui marque le passage de la première à la deuxième étape de la révolution.»

L'analyse étant faite, la conclusion tombe, impitoyable pour ceux qui ont entrepris de soutenir le gouvernement bourgeois :

«Quiconque prétend que les ouvriers doivent <u>soutenir</u> le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste (...) trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté»; œ gouvernement «ne peut donner au peuple (...) ni la paix, ni le pain, ni la liberté.»

Cette analyse implique, pour Lénine, qu'il y a d'ores et déjà «passage de la première à la deuxième étape de la révolution» et que la tâche «du jour» du prolétariat est de préparer sa victoire «dans la seconde étape de la révolution». Sur cette question décisive, les conclusions de Lénine rejoignent ainsi celles de Trotsky.

DÉTRUIRE, «DÉMOLIR», LA MACHINE D'ÉTAT

La troisième de ces «Lettres de loin» met l'accent sur le rôle de l'Etat, question particulièrement décisive à ce moment-là, rappelle les enseignements de Marx à ce sujet et dégage les réponses appropriées à la nouvelle situation :

«Nous avons besoin d'un <u>pouvoir</u> révolutionnaire, nous avons besoin (pour une certaine période de transition) d'un <u>Etat</u>. C'est ce qui nous distingue des anarchistes (...)

«Nous avons besoin d'un Etat, mais <u>pas</u> de celui qu'il faut à la bourgeoisie et dans lequel les organes du pouvoir tels que la police, l'armée et la bureaucratie (le corps des fonctionnaires) sont séparés du peuple, opposés au peuple. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner <u>cette</u> machine d'Etat et <u>la</u> faire passer des mains d'un parti dans celles d'un autre. Le prolétariat, lui, s'il veut sauvegarder les conquêtes de la présente révolution et aller de l'avant, conquérir la paix, le pain et la liberté, doit «<u>démolir</u>», pour nous servir du mot de Marx, cette machine d'Etat «toute prête» et la remplacer par une autre (L.)

«Les capitalistes anglo-français et russes voulaient «seulement» déposer ou même «intimider» Nicolas II, et laisser intacte la vieille machine d'Etat, la police, l'armée, la bureaucratie.

«Les ouvriers sont allés plus loin et l'ont démolie. Et maintenant ce ne sont pas seulement les capitalistes anglo-français, mais aussi les capitalistes allemands qui <u>hurlent</u> de fureur et de terreur en voyant les soldats russes fusiller leurs officiers tel l'amiral Népénine, partisan de Goutchkov et de Milioukov. «J'ai dit que les ouvriers ont démoli la vieille machine d'Etat. Plus exactement: ils ont <u>commencé</u> à la démolir.»

Or, le gouvernement reconstitue «peu à peu, en sous-main, une milice bourgeoise, antipopulaire». D'où, pour Lénine, cette exigence :

«Ne pas laisser rétablir la police : Garder bien en main les pouvoirs publics locaux ! Créer une milice véritablement populaire embrassant le peuple tout entier et dirigée par le prolétariat! »

UN RÉARMEMENT INDISPENSABLE

Durant le mois de mars et avant le retour de Lénine, la position des dirigeants bolchéviks est confuse, hésitante ; des positions contradictoires s'expriment.

Ainsi, lorsque le 2 mars, la majorité du soviet (menchéviks et S.R.) vota la transmission du pouvoir à la bourgeoisie, seuls dix-neuf des quarante délégués bolchéviks votèrent contre. Aucune campagne politique ne fut menée.

Le 4 mars, redressement partiel : le Bureau du Comité central adopta une résolution sur le caractère contre-révolutionnaire du gouvernement provisoire et sur la nécessité de s'orienter vers la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, résolution au demeurant purement académique, ne dégageant pas les tâches immédiates.

Autre expression de ce désarroi : la «Pravda», dans son premier numéro, écrit : «Notre tâche essentielle (...) est d'instituer un régime républicain démocratique». Quant au Comité de Moscou, dans une adresse aux députés ouvriers, il explique : «le prolétariat vise à obtenir la liberté afin de lutter pour le socialisme qui est son but final». De toute évidence, le combat pour révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour.

La situation s'aggrave avec le retour de déportation de Kaménev et de Staline, qui prennent en main la «Pravda» à partir du 15 mars. Dans l'article-programme de cette nouvelle direction, il est dit que les bolchéviks soutiendraient résolument le gouvernement provisoire, «dans la mesure où

celui-ci combat la réaction et la contre-révolution». Le même soutien s'exprime sur la question de la guerre, glissant sur une position «défensiste», c'est-à-dire de poursuite de la guerre.

Face à cette orientation, les réactions des militants sont telles que la «Pravda» est obligée de publier une lettre de protestation des militants de Vyborg; il est vrai que sur le terrain, les ouvriers bolchéviks se heurtant du premier coup au gouvernement provisoire et à sa politique, cherchent à dégager une issue politique. Or, face au gouvernement, le point d'appui est constitué par le soviet, en dépit du fait que la majorité de

ce soviet a remis le pouvoir au gouvernement bourgeois. Ainsi le Comité de Vyborg rassembla en un meeting des milliers d'ouvriers et de soldats qui, à la quasi-unanimité, adoptèrent une résolution sur la nécessité de la prise du pouvoir par le soviet. La résolution de Vyborg eut un tel succès qu'elle fut imprimée en affiches, reprise dans nombre d'autres meetings et réunions. C'est sur ces militants, sur cette aspiration profonde au combat contre la bourgeoisie et son gouvernement que Lénine va s'appuyer pour procéder au ré-armement du Parti dont la direction, à Pétrograd, vient de jeter son interdit formel sur la résolution de Vyborg.

LES THÈSES D'AVRIL

Le 3 avril, Lénine revient à Pétrograd ; le 4 avril, il présente le document qui restera dans l'histoire sous le nom des «Thèses d'avril» à la Conférence de la fraction bolchévique au Congrès des soviets, puis ces thèses paraissent dans la «Pravda» mais sous la signature personnelle de Lénine. Elles suscitent, dans la direction du parti bolchévique, l'incrédulité.

Trop souvent paraphrasées ou reproduites par lambeaux, ces thèses doivent ici être redonnées dans leur intégralité. Chaque mot en est soigneusement pesé :

«THÈSES

«1. Aucune concession, si minime soit-elle, au «jusqu'au-boutisme révolutionnaire ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et Cie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement. Le prolétariat conscient ne peut donner son consentement à une guerre révolutionnaire, qui justifierait réellement le jusqu'au-boutisme révolutionnaire, que si les conditions suivantes sont remplies : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat; b) renonciation effective, et non verbale, à toute annexion; c) rupture totale en fait avec tous les intérêts du Capital.

«Etant donné l'indéniable bonne foi des larges couches de la masse des partisans du jusqu'au-boutisme révolutionnaire qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le Capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans renverser le Capital.

«Organisation de la propagande la plus large de cette façon de voir dans l'armée combattante.

«Fraternisation.

«2. Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la <u>transition</u> de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

«Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est aujourd'hui, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde); de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin, par la confiance

irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

«Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions <u>spéciales</u> du travail du Parti au sein de la masse prolétarienne innombrable qui vient de s'éveiller à la vie politique.

«3. Aucun soutien au Gouvernement provisoire; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'«exiger» - ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions - que ce gouvernement, gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste.

«4. Reconnaître que notre Parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des Soviets des députés ouvriers, en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. Ces éléments vont des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires au Comité d'organisation (Tchkhéidzé, Tsérételli, etc.), à Stéklov. etc., etc.

«Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la <u>seule</u> forme <u>possible</u> de gouvernement révolutionnaire, et que, par conséquent, notre tâche, tant que <u>a</u> gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'<u>expliquer</u> patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.

«Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

«5. Non pas une république parlementaire, - y retourner après les Soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière - mais une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

«Suppression de la police, de l'armée (c'est-à-dire remplacement de l'armée permanente par l'armée du peuple tout entier) et du corps des fonctionnaires. Le traitement des fonctionnaires, élus et révocables à tout moment, ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier.

«6. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles. Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers.

«Nationalisation de toutes les terres dans le pays et leur mise à la disposition des Soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de Soviets de députés des paysans pauvres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, en tenant compte des conditions locales et autres et sur la décision des organismes locaux) en une exploitation modèle placée sous le contrôle des députés des salariés agricoles et fonctionnant pour le compte de la collectivité.

- «7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une banque nationale unique placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers.
- «8. Notre tâche <u>immédiate</u> est non pas d'«introduire» le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers.
- «9. Tâches du Parti:
 - «a) convoquer sans délai le congrès du Parti;
- «b) modifier le programme du Parti, principalement :
- «1) sur l'impérialisme et la guerre impérialiste,
- «2) sur l'attitude envers l'Etat et <u>notre</u> revendication d'un «Etat-commune»,
- «3) amender le programme minimum, qui a vieilli ;

«c) changer la dénomination du Parti «10. Rénover l'Internationale. Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les <u>social-chauvins</u> et contre le «centre».

Et dans un bref commentaire qui suit, Lénine précise à l'égard de ses contradicteurs qui l'accusent d'avoir «planté l'étendard de la guerre civile au sein de la démocratie révolutionnaire»:

«J'écris, je déclare, je ressasse: «Etant donné l'indéniable bonne foi des <u>larges</u> couches de la <u>masse</u> des partisans du jusqu'au-boutisme révolutionnaire..., et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une <u>patience</u> et un soin tout particuliers... (...)

«J'écris, je déclare, je ressasse: «Les Soviets des députés ouvriers sont la <u>seule</u> forme <u>possible</u> de gouvernement révolutionnaire et, par conséquent, notre tâche ne peut être que d'<u>expliquer</u> patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.."

Il est significatif qu'aujourd'hui encore, quand ces thèses sont partiellement reproduites, ce soit cet aspect mis en évidence par Lénine lui-même qui est le plus généralement occulté : il s'agit de réduire la révolution d'octobre à un «coup de force» ne s'appuyant que sur une minorité alors que dès les «Thèses d'avril», Lénine insiste au contraire sur le fait que la condition préalable à la prise du pouvoir est de devenir majoritaire dans les masses, majoritaire dans les soviets.

UN PARTI EN ORDRE DE COMBAT

Minoritaire au sein de la direction du parti bolchévique lors de son arrivée début avril, Lénine est majoritaire avant la fin du mois. Trotsky en analyse les raisons: il rejette les explications trop souvent avancées: «ascendant personnel, autorité personnelle...» et précise:

«L'influence effective de Lénine dans le parti était indubitablement très grande, mais elle n'était pas illimitée. Elle ne devint pas sans appel même plus tard, après Octobre, lorsque l'autorité de Lénine se fut extraordinairement accrue, car le parti avait mesuré sa force à la toise des événements mondiaux.»

Contre les «vieux-bolchéviks» qui ressassaient la vieille formule de la «dictature démocratique» du prolétariat et de la paysannerie, Lénine s'appuyait sur les forces vives du parti qui combattaient dans et avec leur classe sur une orientation qui les distinguait radicalement des menchéviks.

A ces militants bolchéviks, il fallait une perspective politique révolutionnaire, des mots-d'ordre permettant de résoudre la question du pouvoir, d'agir d'une manière ordonnée pour la prise du pouvoir. Ce sont eux qui, se saisissant de l'orientation dégagée par Lénine, lui permirent de redevenir majoritaire dans la direction :

"Ce qui manquait aux ouvriers révolutionnaires, c'était seulement des ressources théoriques pour défendre leurs positions. Mais ils étaient prêts à répondre au premier appel intelligible." (Trotsky, «Février», p.370)

La «victoire» politique de Lénine, fin avril, en fut la confirmation. Mais durant tout ce mois décisif, Lénine ne cessa d'accumuler les matériaux théoriques nécessaires à l'ensemble du parti. On doit en rappeler quelques-uns.

«SUR LA DUALITÉ DU POUVOIR»

Sous ce titre, Lénine publie dans la «Pravda» du 9 avril un article décisif.

«En quoi consiste la dualité du pouvoir? En ceci qu'a côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la <u>bourgeoisie</u>, s'est formé <u>un autre</u> gouvernement, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit: ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats Mais.

"ce n'est qu'un pouvoir embryonnaire. Par un accord direct avec le Gouvernement provisoire bourgeois, et par diverses concessions de fait, il a lui-même <u>livré et continue de livrer</u> ses positions à la bourgeoisie. (...)

«Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité: <u>aussi longtemps</u> qu'aucune violence n'est exercée sur les masses, il n'existe pas d'autre chemin pour arrive r

au pouvoir. Nous ne sommes pas des blanquistes, des partisans de la prise du pouvoir par une minorité. Nous sommes des marxistes, des partisans de la lutte de classe prolétarienne; nous sommes contre les entraînements petits-bourgeois, contre le chauvinisme jusqu'auboutiste, la phraséologie, la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.

«Fondons un parti communiste prolétarien; les meilleurs partisans du bolchevisme en ont déjà créé les éléments, groupons-nous pour une action de classe prolétarienne, les prolétaires, les paysans pauvres se rallieront à nous, toujours plus nombreux.

«LETTRES SUR LA TACTIQUE»

Outre la «Pravda», Lénine rédige une brochure pour développer et faire connaître ses positions. Dans la brochure des «Lettres sur la tactique», il précise en particulier à propos de «la transition entre la prelière étape de la révolution et la seconde» :

«Le passage du pouvoir d'une <u>classe</u> à une autre est le caractère premier, principal, fondamental, d'une <u>révolution</u>, tant au sens strictement scientifique qu'au sens politique et pratique du mot.

«Ainsi, la révolution bourgeoise, ou démocratique bourgeoise, est <u>terminée</u> en Russie.

«Nous entendons ici s'élever les protestations de contradicteurs auxquels il plaît de s'appeler «vieux bolcheviks»; n'avons-nous pas toujours dit que la révolution démocratique bourgeoise ne pouvait être terminée que par la «dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie»? «Je réponds: les mots d'ordre et les idées des bolchéviks ont été, dans l'ensemble, entièrement confirmés par l'histoire; mais dans la réalité concrète les choses se sont passées autrement que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) le prévoir :

d'une façon plus originale, plus curieuse, plus nuancée.

«La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie» est déjà réalisée (Sous une certaine forme et jusqu'à un certain point) dans la révolution russe, car cette «formule» ne prévoit qu'un rapport entre les classes, et non une institution politique déterminée matérialisant ce rapport, cette collaboration. «Le Soviet des députés ouvriers et soldats»: telle est la «dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie», déjà réalisée par la vie. Cette formule a déjà vieilli. La vie l'a fait passer du royaume des formules dans celui de la réalité, elle lui . donné chair et sang, elle l'a concrétisée et, par là-même modifiée."

C'est ainsi, et nullement autrement, que Lénine procède au réarmement du parti bolchévique, permettant à celui-ci de faire la conquête des masses, préalable à la conquête du pouvoir. A la suite des bolchéviks de Pétrograd, la Conférence des bolchéviks qui s'ouvre le 24 avril adopte les «Thèses d'avril». Le 4 mai Trotsky revient en Russie.

LE PARTI DE LÉNINE ET TROTSKY

Jusqu'alors, Trotsky n'est pas membre du parti bolchévique. En 1905, il a joué un rôle important dans la révolution, et a été porté à la tête du soviet de Saint-Pétersbourg. Mais durant la longue série de crises et de débats qui marquent le mouvement ouvrier de 1905 à 1914, tout en polémiquant durement contre les menchéviks, il a tenté de jouer le rôle de «conciliateur» entre les différentes fractions. Ses désaccords avec Lénine portent d'abord sur la question de la perspective politique: au mot-d'ordre de «dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie» il oppose la théorie de la révolution permanente, la «dictature du prolétariat». Il est également en désaccord avec la conception de Lénine d'un parti bolchévique fondé sur un programme nettement délimité (laquelle conception interdit toute «conciliation»).

Du fait de ces désaccords, les menchéviks espèrent pouvoir rallier Trotsky à eux lors de son retour d'exil le 4 mai : ce sera une cruelle déception.

Le 5 mai, intervenant au soviet de Pétrograd, Trotsky se prononce pour «le transfert de tout le pouvoir aux soviets», et termine son discours en ces termes : «Vive la révolution russe, prologue de la révolution mondiale».

De fait, il ne peut être que d'accord avec les conclusions auxquelles, de son côté, Lénine est arrivé. De même, avec Lénine, réaffirme-t-il la nécessité de ne faire aucune concession aux partisans de la poursuite de la guerre. Il rejoint aussitôt les rangs d'une petite organisation, la «Mejraïonka» - l'organisation Inter-rayons - avec laquelle il avait déjà été en liaison épisodique depuis 1913 et qui avait réuni au départ des militants hostiles à la scission entre bolchéviks et menchéviks. Le 7 mai, Trotsky annonce qu'il a renoncé définitivement à sa vieille entreprise de «conciliation».

Le 31 mai, dans la «Pravda», le Comité central du parti bolchévique fait savoir qu'il estime «la fusion avec les «mejrayontsy» extrêmement souhaitable» et précise «il est désirable que l'unification se fasse immédiatement». Le même journal publie une déclaration analogue de «mejrayontsy». Formellement, ce n'est qu'en juillet que l'intégration de œ groupe au parti bolchévique sera réalisée; mais déjà, pour les masses les plus larges, le parti bolchévique est désormais «le parti de Lénine et Trotsky».

LE RÔLE DE LÉNINE

L'existence d'un parti bolchévique ainsi réarmé politiquement, va jouer un rôle décisif, irremplaçable, dans les développements de la révolution ; sa capacité à conquérir les masses permettra, six mois plus tard, que soit victorieuse la première révolution prolétarienne. Un tel réarmement, et donc

la victoire de la révolution, tout cela aurait-il été possible sans Lénine? Trotsky tente de répondre à cette question, *«bien qu'il soit plus facile de la poser que d'y répondre»*.

Il écrit en particulier : «Lénine ne fut pas le démiurge du processus révolutionnaire», «il s'inséra seulement dans la chaîne des forces historiques objectives. Mais, dans cette chaîne, il fut un grand anneau. La dictature du prolétariat découlait de toute la situation. Mais encore fallait-il l'ériger. On ne pouvait l'instaurer sans un parti. Or, le parti ne pouvait accomplir sa mission qu'après l'avoir comprise. Pour cela justement Lénine était indispensable. (...)

Entre Lénine et le menchévisme, la révolution ne laissait pas de place pour des positions intermédiaires. Une lutte intérieure dans le parti bolchévique était absolument inévitable. L'arrivée de Lénine accéléra seulement le processus. Son influence personnelle abrégea la crise. Peut-on, cependant, dire avec assurance que le parti, même sans lui, aurait trouvé sa voie ? Nous n'oserions l'affirmer en aucun cas. Le temps est ici un facteur décisif et, après coup, il est difficile de consulter l'horloge de l'histoire. Le matérialisme dialectique n'a, en tout cas, rien de commun avec le fatalisme. (...)

Lénine ne s'opposait pas du dehors du parti, mais il en était l'expression la plus achevée. Eduquant le parti, il s'y éduquait lui-même.» («La révolution russe, Février», p.375).

Ce parti, fin avril 1917, avait considérablement grandi tant en quantité qu'en valeur politique: 79 000 membres, dont 15 000 à Pétrograd. Pour un parti hier encore illégal et développant une politique anti-patriotique, à contre pied des illusions dominantes, c'était un chiffre imposant. La poursuite

de la guerre, l'aggravation des conditions de vie et de travail,

la crise politique et économique, une nouvelle offensive

militaire qui touche au désastre accélèrent les processus.

Lénine était non point un élément fortuit de l'évolution

historique, mais un produit de tout le passé de l'histoire

russe. Il tenait en elle par ses racines les plus profondes.

Conjointement avec les ouvriers avancés, il avait participé à

toutes leurs luttes pendant le précédent quart de siècle. (...)

LA CONQUÊTE DES MASSES

Sans refaire ici l'histoire détaillée des événements qui vont d'avril à septembre 1917, il est nécessaire d'en rappeler les principaux épisodes.

Le 18 avril est publiée une note du ministre des Affaires Étrangères, Milioukov, aux Alliés, garantissant que la Russie mènera la guerre «jusqu'à la victoire finale»; la réaction est immédiate, massive: meetings et manifestations se multiplient, dont des soldats en armes par dizaines de milliers, avec un mot-d'ordre: «A bas Milioukov». Le 21, pour la première fois, des affrontements ont lieu entre manifestants et contre-manifestants organisés par la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie doit reculer; ce n'est que partie remise, et les «journées d'avril» sont une répétition générale des batailles futures.

Le 5 mai, pour tenter de surmonter la crise qui s'approfondit, est constitué le deuxième gouvernement provisoire sous la présidence du prince Lvov. Kérenski en est le ministre de la guerre. La particularité de ce gouvernement est d'être constitué par la coalition de partis bourgeois et des partis menchévique et socialiste-révolutionnaire. Milioukov est «sacrifié», afin de donner une virginité à un gouvernement qui entend poursuivre la même politique. La composition du gouvernement et son programme furent approuvés par le soviet de Pétrograd ; les bolchéviks ne réunirent contre la coalition que cent voix. Incontestablement, mêrne si l'influence des bolchéviks avait progressé, les illusions des masses à l'égard des menchéviks et des S.R. prédominaient encore. Avec l'illusion que ces deux partis mettraient fin à la guerre, y compris des «casernes» sympathisant avec les bolchéviks se prononcèrent en faveur du gouvernement de coalition. Néanmoins d'importants soviets (Moscou, Odessa....) se prononcèrent contre l'entrée des socialistes dans le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

Les illusions à l'égard du nouveau gouvernement n'allaient guère durer. Très vite, sous la pression des impérialismes français, anglais et américain, le nouveau gouvernement prépare en catimini une nouvelle offensive militaire sur le front. Le 16 juin, alors que l'agitation politique ne cesse de croître sur le front, que se développe la fraternisation avec

«l'ennemi» et que se multiplient les désertions, que l'Etat-major n'a pas les moyens matériels de son offensive... Kérenski donne l'ordre de l'offensive générale. Au bout de quelques jours, l'offensive est enlisée; puis c'est la débâcle. Sur tous les fronts, la contre-offensive allemande provoque la décomposition d'une armée qui refuse désormais de se battre. A l'arrière, cette situation conduit à une brutale radicalisation des forces en présence: les dirigeants menchéviks et socialistes-révolutionnaires du Congrès des soviets, le 9 juin, interdisent une manifestation prévue par les bolchéviks pour le lendemain et décident eux-mêmes d'une manifestation le 18 juin.

La direction du parti bolchévique décide d'éviter l'affrontement mais conserve l'initiative en décidant de participer à la manifestation du 18 juin; celle-ci, convoquée par les menchéviks, se retourne alors en son contraire et constitue un tournant politique: près d'un demi-million de manifestants, dont les drapeaux, les pancartes, reprennent quasi-exclusivement les mots-d'ordre bolchéviques: «A bas les dix ministres capitalistes |», «A bas l'offensive |», «Tout le pouvoir aux soviets |».

Le parti bolchévique n'est pas encore majoritaire, mais la progression de son influence, de ses mots-d'ordre, est spectaculaire. Au soviet de Pétrograd, les votes exprimés à ce moment-là montrent que le parti bolchévique avec quelques petits groupes qui lui sont proches représente les deux-cinquièmes du soviet.

Avec la débâcle militaire, tout se précipite. Les casernes sont en ébullition, l'exaspération ne cesse de croître et les tentatives se multiplient d'aller imposer par les armes l'exigence de «tout le pouvoir aux soviets». Le parti bolchévique est à ce moment-là dans une situation difficile : une partie des masses s'est emparée de ses mots-d'ordre et en même temps cette partie-là est loin de représenter la majorité. Pour le parti bolchévique, la conquête politique de la majorité reste à faire et une tentative anticipée de prendre le pouvoir conduirait à l'échec. Les agitateurs ont consigne de réfreiner l'impatience des casernes et des usines les plus engagées, d'éviter qu'une avant-garde ne se fasse isoler et vaincre. Rien n'y fait.

LES JOURNÉES DE JUILLET

Le 3 juillet, le premier régiment de mitrailleurs sort en armes dans les rues de Pétrograd et déclenche un grand mouvement de grèves et de manifestations, avec comme mot-d'ordre : «Tout le pouvoir aux soviets». Le Comité central du parti bolchévique décide de s'associer aux manifestations pacifiques du lendemain. Le 4 juillet les marins de Cronstadt, en armes, participent aux manifestations. Des premières fusillades éclatent. Le 5 juillet, avec l'appui de troupes fidèles, le gouvernement commence à reprendre la situation en main : les journaux bolchéviques sont interdits. Le siège du parti est saccagé. Des mandats d'arrêt sont lancés contre Lénine et Zinoviev, qui passent dans la clandestinité. Le gouvernement décide de dissoudre les unités militaires qui ont participé aux «journées de juillet». La peine de mort est rétablie à l'armée. Le 18 juillet, Kornilov est nommé général en chef et le 22 juillet est formé le deuxième gouvernement provisoire de coalition sous la direction de Kérenski. La bourgeoisie vient de remporter une victoire, certes provisoire, mais néanmoins

Dans le texte intitulé «Quatre thèses», Lénine résume la situation ainsi créée :

«1. Organisée, consolidée, la contre-révolution s'est emparée, en fait, du pouvoir d'Etat. (...), Le pouvoir d'Etat en Russie est essentiellement aujourd'hui une dictature militaire (...).

- «2. Les chefs des soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchévique, Tsérételli et Tchernov en tête, ont définitivement trahi la cause de la révolution en la livrant aux contre-révolutionnaires (...)
- «3. Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre.

«Le mot-d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets» fut celui du développement pacifique de la révolution (...) jusqu'au moment où le pouvoir réel passa aux mains de la dictature militaire. Ce mot-d'ordre n'est plus juste aujourd'hui (...).

«4. Le parti de la classe ouvrière doit, sans renoncer à l'action légale, mais sans en exagérer un seul instant l'importance, associer le travail légal au travail illégal, comme en 1912-1914.» («Oeuvres», Tome 25, p.189-192).

VERS LA PRISE DU POUVOIR

Néanmoins, cette phase de recul de la révolution est de courte durée : le 12 août, la grève générale des ouvriers de Moscou en marque le terme. Son importance est telle que Lénine l'apprécie en ces termes :

«La grève du 12 août à Moscou a montré que le prolétariat actif est avec les bolchéviks, bien que les socialistes-révolutionnaires aient eu la majorité à la Douma. Cette situation est très semblable à celle qui existait à Pétrograd à la veille des journées des 3-5 juillet 1917. Mais la différence est énorme : à l'époque, Pétrograd n'avait pas pu prendre le pouvoir, même matériellement, et s'il l'avait pris matériellement, il n'aurait pas pu le garder politiquement, Tsérételli et consorts n'étant pas encore arrivés, dans leur déchéance, au point de soutenir un gouvernement de bourreaux. (...) La situation est aujourd'hui tout autre. Si un mouvement spontané venait à se produire maintenant à Moscou, notre mot-d'ordre devrait être

précisément la prise du pouvoir.» («Oeuvres», Tome 25, p.273)

Durant le mois d'août, la situation économique, sociale, militaire se décompose à un point tel que certains cercles de la bourgeoisie tentent un putsch militaire : le 25 août, le général Kornilov lance sur Pétrograd la Division sauvage du général Krymov. Le lendemain, le Comité central du parti bolchévique appelle à la formation de détachements ouvriers à Pétrograd et dans les grandes villes.

Dès lors et en quelques semaines, la situation va se modifier radicalement; devenu majoritaire dans les Soviets, se trouvant politiquement à la tête des masses ouvrières, le parti bolchevique peut alors (et doit) poser la question de la prise du pouvoir. Un prochain article de CPS reviendra sur la politique du Parti bolchevique dans les semaines qui précèdent et suivent la Révolution d'Octobre.

SOMMAIRE

Éditorial	p. 1
Crise financière en Asie du Sud-Est	p. 9
Pour le retrait immédiat du projet de loi "Emploi-jeunes"	p 13
Renault-Vilvorde	p. 16
L'enseignement public au coeur de l'offensive gouvernementale	p. 19
États-Unis, la grève des chauffeurs d'UPS	p. 24
Défence du halchevisme : février-actabre 1917	n 27

LE 12 août, disparaissait à la veille de ses 76 ans, notre camarade Stéphane Just, fondateur du bulletin Combattre Pour le Socialisme.

CPS publiera dans son prochain numéro un article retraçant le combat mené par Stéphane Just, dès son plus jeune âge, pour la Révolution prolétarienne, pour la Construction de l'Internationale révolutionnaire et la construction de son parti en France. Est publiée ici, la déclaration faite lors de ses obsèques.

Au nom du Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, je salue notre camarade Stéphane Just, ouvrier révolutionnaire, militant héritier de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, qui de toutes ses forces a lutté pour se hisser à la hauteur des tâches de l'avant-garde du prolétariat. Il s'est consacré au combat politique pour que soit surmontée la crise de la direction révolutionnaire, pour construire le Parti ouvrier et l'Internationale ouvrière dont notre classe a besoin pour vaincre définitivement la bourgeoisie, édifier la société socialiste.

En ce sens, Stéphane Just est ce que le mouvement ouvrier français a produit de meilleur dans cette génération de militants qui deviennent des Trotskistes, après la deuxième guerre mondiale. Des Jeunesses Socialistes de la Seine au PCI, du Comité international au CORQUI, de l'OCI au PCI (Cir), de son exclusion pour s'être opposé en Bolchevik conséquent, à la ligne révisionniste et liquidatrice du PCI, à la constitution du Comité, notre dirigeant, lui, n'a pas capitulé. Il est allé de l'avant ; il n'a pas ménagé ses efforts, y compris face à la maladie il s'est battu, pour tenir le plus longtemps possible son poste de combat.

Stéphane Just n'étalait jamais ses galons, alors qu'il a impulsé puis dirigé la bataille pour la reconstruction de la Ivème Internationale, a élaboré l'analyse du révisionnisme pabliste et organisé le combat politique, pratique, pour gagner au trotskisme les militants sincères fourvoyés dans le SU. Il a renoué avec l'enseignement de Léon Trotsky pour démasquer les Fronts populaires et mettre les militants en ordre pour les combattre. Il a fait des apports considérables sur la nature et la signification des crises économiques à l'époque impérialiste.

Tout cela sans avoir fait d'études secondaires, sans avoir été permanent, mais en travailleurs acharné, intellectuel prolétarien, conscient de la nécessité de s'approprier le marxisme pour intervenir au compte du prolétariat dans la lutte des classes, pour armer les militants révolutionnaires.

Nous avons du chagrin et nous mesurons le vide que laisse Stéphane, à l'heure où des dirigeants révolutionnaires de sa trempe, avec son expérience politique, ses énormes capacités de compréhension et d'élaboration, ne sont pas encore levés.

Mais les acquis qu'il a défendus pied à pied ne disparaissent pas, parce qu'il a jeté les bases d'une organisation révolutionnaire, en constituant le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, en le développant, en ayant jusqu'au bout le souci de son armement politique, en éditant Combattre pour le Socialisme

Ainsi, aux jeunes militants, aux nouveaux qui nous rejoindront, nous pourrons faire mémoire de notre camarade Stéphane Just, en continuant à oeuvrer à la construction du Parti prolétarien, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Nous saluons notre cher camarade Stéphane! Et chacun à son poste pour que vive le Socialisme!